

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/C/M/52

8 novembre 2001

(01-5531)

Conseil du commerce des marchandises
17 octobre 2001

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION

tenue au Centre William Rappard
le 17 octobre 2001

Président: M. l'Ambassadeur I. Major (Hongrie)

1. La réunion du Conseil du commerce des marchandises a été annoncée dans l'aérogramme WTO/AIR/1641 en vue de poursuivre l'examen majeur de la mise en œuvre de l'Accord sur les textiles et les vêtements pendant la deuxième étape du processus d'intégration, conformément à l'article 8:11 de l'Accord.

2. Le Président a rappelé que la première réunion tenue par le Conseil afin de procéder à l'examen majeur avait eu lieu le 27 septembre 2001 et que le compte rendu de cette réunion était reproduit dans le document G/C/M/51. Il a ajouté que pour aider à l'examen, deux documents avaient été mis à disposition: le rapport général établi par l'Organe de supervision des textiles qui était reproduit dans le document G/L/459 et un document d'information statistique qui était reproduit sous la cote G/L/474. Par ailleurs, un groupe de pays en développement Membres, qui étaient aussi membres du BITV, avait établi une note qui était reproduite dans le document G/C/W/304. L'intervenant a fait savoir aux participants à la réunion en cours qu'il avait également reçu un document présenté par la délégation de l'Uruguay au nom des pays membres du BITV, qui renfermait des tableaux et des renseignements sur les sujets à l'examen et que des exemplaires de ce document étaient distribués aux Membres.¹

3. Il a aussi rappelé qu'à la dernière réunion, certaines délégations avaient formulé des observations initiales sur les objectifs et buts de l'examen et que le Conseil avait accepté sa proposition concernant la structure des divers sujets à aborder. Cette structure, qui était présentée au paragraphe 14 du compte rendu de la dernière réunion (document G/C/M/51), comprenait quatre groupes de sujets subdivisés en tirets pour chacun des points individuels.

4. Avant d'aborder l'examen détaillé de ces quatre groupes de sujets, le Président a demandé si les délégations souhaitaient à ce stade formuler d'autres observations générales.

Observations générales

5. Le représentant de l'Uruguay, intervenant au nom des membres du BITV qui étaient également Membres de l'OMC ou observateurs auprès de l'Organisation², a fait ressortir certaines des idées qu'il avait avancées à la dernière réunion. De l'avis des membres du BITV, l'examen majeur était prévu dans l'ATV afin de prévenir tous les problèmes qui pourraient surgir durant la période

¹ Ces tableaux et renseignements ont par la suite été distribués sous la cote G/C/W/325.

² Tout au long du présent rapport, toutes les interventions du représentant de l'Uruguay sont faites au nom des membres du BITV qui sont également Membres de l'OMC ou observateurs auprès de l'Organisation.

transitoire et de prendre, au besoin, les mesures correctives nécessaires pour mettre le processus d'intégration sur la bonne voie. En fait, l'ATV énonçait expressément le but de l'examen majeur à l'article 8:12, qui disposait que le Conseil du commerce des marchandises prendrait toute décision qu'il jugera appropriée pour faire en sorte que l'équilibre des droits et obligations qu'établissait l'Accord ne soit pas compromis. Il était d'avis que le CCM devait procéder à cet examen et prendre les décisions appropriées pour rétablir l'équilibre s'il constatait l'existence d'un problème. À son avis, et ainsi que l'exposait en détail le document présenté par les membres du BITV, pour les pays en développement Membres dont les exportations avaient longtemps fait l'objet de restrictions quantitatives, l'équilibre des droits et obligations établi par l'Accord avait été gravement compromis. Enfin, il a dit qu'il pourrait aussi être utile de rappeler les conclusions et recommandations formulées par le Conseil à l'issue de son premier examen majeur et de voir dans quelle mesure celles-ci avaient ou non été mises en œuvre.

6. Le représentant de l'Inde estimait que l'examen en cours était important pour deux raisons: le secteur des textiles et des vêtements présentait un intérêt commercial considérable pour un certain nombre de pays en développement, dont l'Inde; et l'ATV disposait que le CCM devait en s'appuyant sur le rapport général de l'OSpT procéder à un examen majeur avant la fin de chaque étape du processus d'intégration, tel qu'énoncé à l'article 8. Le deuxième examen majeur en cours était extrêmement important parce qu'il était effectué à un moment critique, à savoir trois ans seulement avant l'expiration de l'ATV. L'Accord et toutes les restrictions qui en relevaient seraient abrogés le 1^{er} janvier 2005. En ce sens, l'examen en cours différait, d'un point de vue qualitatif, du premier examen effectué en 1997. Il importait que, lors du deuxième examen majeur, le CCM fasse le point sur tous les aspects pertinents de la mise en œuvre de l'ATV. Il a ajouté que le rapport général de l'OSpT faciliterait énormément le processus d'examen et il a souscrit aux vues des membres du BITV.

7. Il a poursuivi en disant que, lors des négociations du Cycle d'Uruguay, les pays en développement avaient espéré réaliser des gains significatifs dans le domaine des textiles et des vêtements. Il s'agissait d'un domaine marqué par le protectionnisme des pays développés Membres qui maintenaient des restrictions. Il s'agissait aussi d'un domaine où les pays en développement jouissaient d'un avantage compétitif. De fait, pour de nombreux pays en développement, les pénibles concessions qu'ils avaient dû accorder dans d'autres domaines, tels que les droits de propriété intellectuelle ou les services, ne seraient justifiées que s'ils obtenaient des avantages significatifs dans les domaines des textiles et de l'agriculture. Lors de la conclusion du Cycle d'Uruguay, le Secrétariat de l'OMC avait avancé des chiffres sur les avantages qui pouvaient résulter de la mise en œuvre des Accords du Cycle d'Uruguay pour les pays en développement. On s'accordait alors pour dire que le revenu mondial pourrait croître de 200 à 500 milliards de dollars américains, dont plus du tiers devait découler de la libéralisation du commerce des textiles et des vêtements. Par conséquent, la première question qui se posait dans le cadre de l'examen majeur en cours était celle de savoir si les avantages retirés par les pays en développement exportateurs de textiles et de vêtements avaient été à la hauteur de ceux calculés par le Secrétariat avant la conclusion du Cycle. Pour le savoir, il fallait déterminer s'il y avait eu jusqu'alors une intégration significative du point de vue commercial au titre de l'ATV.

8. Le représentant de l'Inde a ajouté que si l'objectif de l'ATV était effectivement de libéraliser le commerce des textiles et des vêtements par une intégration progressive, c'est-à-dire par l'élimination des restrictions contingentes, on comprenait difficilement comment il était atteint étant donné qu'il restait seulement trois ans avant l'échéance. Même après la troisième étape de l'intégration, le nombre de contingents qui demeureraient en place s'élèverait en effet à 701 sur 757 dans le cas des États-Unis, à 164 sur 219 dans celui de la Communauté européenne et à 241 sur 295 dans celui du Canada. Les progrès de l'intégration avaient donc été minces et ils n'avaient pas procuré aux pays en développement Membres exportateurs les avantages escomptés. Ces derniers s'attendraient que dans le cadre de l'examen majeur en cours, il soit reconnu que le processus d'intégration n'avait jusqu'alors pas été significatif du point de vue commercial et qu'il soit demandé aux pays développés Membres

qui maintenaient des restrictions de prendre des mesures concrètes qui pouvaient être justifiées au titre de l'article 2:10 et 2:15 de l'ATV.

9. Il a dit que les pays développés Membres importateurs avaient fait valoir que même si l'intégration progressait lentement et était reportée en fin de période, les dispositions de l'ATV relatives à la majoration des coefficients de croissance offraient la compensation nécessaire. À cet égard, il a fait remarquer, premièrement, que la majoration des coefficients de croissance n'était pas un substitut de l'intégration, ainsi que l'avait souligné l'OSpT dans son rapport général. Deuxièmement, pour des pays comme l'Inde, la croissance des exportations au cours de la période antérieure à l'ATV avait jusqu'à présent été bien plus grande que pendant la période de l'ATV. Il a dit que l'examen majeur devrait recommander aux pays développés Membres qui maintenaient des restrictions de devancer la date de la majoration des coefficients de croissance.

10. Il a fait valoir qu'en plus de s'attacher à l'intégration et questions connexes, il était important que l'examen majeur détermine également si les diverses dispositions de l'ATV relatives au traitement spécial et différencié pour les petits fournisseurs, les pays les moins avancés Membres et les Membres exportateurs producteurs de coton avaient été mises en œuvre. L'examen majeur devait aussi tenir compte de ce qui avait été dit lors du dernier examen majeur. À l'époque, des préoccupations avaient été exprimées concernant le fait que les programmes d'intégration des Membres importateurs n'avaient pas été significatifs du point de vue commercial, de sorte qu'il fallait maintenant se demander si les programmes d'intégration avaient permis d'obtenir de meilleurs résultats pendant la deuxième étape? De la même manière, si lors du premier examen majeur, les Membres avaient été encouragés à se prévaloir des dispositions de l'article 2:15 et 2:10, qui concernaient l'élimination des restrictions et l'intégration anticipée, le Conseil devait maintenant examiner si les Membres s'en étaient effectivement prévalus. Ce n'était que de cette manière que la démarche en cours pourrait devenir significative et pertinente.

11. L'Inde a souligné que l'examen en cours devrait porter sur les pays développés Membres importateurs qui maintenaient des restrictions quantitatives, car c'était ces Membres qui avaient l'obligation d'éliminer ces restrictions et de réaliser les objectifs fondamentaux de l'ATV. L'accent ne devrait pas être mis sur les autres Membres, dont les programmes d'intégration étaient théoriques parce qu'ils ne maintenaient pas de restrictions quantitatives incompatibles avec le GATT dans le domaine des textiles et des vêtements.

12. Une autre question qui suscitait des préoccupations et que l'Inde avait soulevée était notamment la décision prise par une grande entité commerciale d'éliminer les restrictions visant des pays non Membres de l'OMC tout en les maintenant pour les mêmes produits dans le cas des Membres de l'OMC. Dans leur communication, les membres du BITV estimaient que cette mesure constituerait, à tout le moins, une violation des obligations contractées dans le cadre du GATT/OMC et qu'elle avait pour effet de rompre l'équilibre des droits et obligations des Membres. Une autre question concernait l'introduction de nouvelles restrictions à l'égard des textiles qui n'étaient pas justifiées au regard ni de l'ATV ni du GATT de 1994. Les deux questions faisaient obstacle à la réalisation des objectifs de l'ATV et affectaient les droits des autres Membres de l'OMC. Le Conseil devrait se pencher sérieusement sur ces deux questions et demander aux Membres concernés d'abroger les mesures en cause.

13. En conclusion, le représentant de l'Inde était d'avis qu'il faudrait, dans le cadre de l'examen majeur, procéder à une évaluation générale qui déboucherait sur l'élaboration de recommandations claires, ce qui devrait permettre aux pays développés Membres qui maintenaient des restrictions de prendre des mesures spécifiques pour mettre pleinement et fidèlement en œuvre l'ATV. Ainsi se matérialiseraient les avantages qui auraient dû en résulter pour les pays en développement. À son avis, une évaluation objective de la situation permettrait de conclure que l'équilibre des droits et

obligations établi par l'ATV avait été compromis au détriment des pays en développement Membres exportateurs.

14. Le porte-parole de la Communauté européenne s'est félicité de l'examen majeur qui se fonderait en grande partie sur le rapport général établi par l'OSpT. Le rapport comprenait une foule de précieux détails sur des questions relatives au secteur pendant la période à l'examen, et il constituait de ce fait un outil important pour la tenue d'un débat éclairé. Concernant le contexte plus général, il a rappelé que la situation des échanges réels dans ce secteur était loin d'être négative pour la CE. En 2000, cette dernière avait importé des textiles et des vêtements d'une valeur de 69,5 milliards d'euros, soit une hausse de 17 pour cent par rapport à 1999 ou 9,9 milliards d'euros, dont 9,3 milliards provenaient des pays en développement Membres. Au cours de la période de 1995 à 2000, la hausse avait été de 54 pour cent ou 24,3 milliards d'euros, dont 23,9 milliards provenaient des pays en développement. Les importations originaires de pays soumis à des contingents avaient augmenté plus rapidement que les importations totales; soit de 61 pour cent au cours de la période de 1995 à 2000, ce qui représentait 7 points de pourcentage de plus que la croissance totale des importations de toutes sources.

15. Il a aussi indiqué que la moyenne des droits d'importation de la CE dans ce secteur était l'une des plus basses au monde, se situant à 8,8 pour cent. Il n'y avait pas de crêtes tarifaires et le maximum des droits ne dépassait pas 12 pour cent. La CE ne maintenait pas de contingents à l'égard des pays les moins avancés dont les exportations étaient admises à un taux nul. Une part substantielle des importations communautaires en provenance des pays en développement bénéficiait de réductions tarifaires au titre du Système généralisé de préférences. De même, la CE possédait un marché intérieur intégré, sans obstacle technique ou administratif à l'importation de textiles et de vêtements. Il a dit que de ce fait, pour la CE, le débat se ramenait en très grande partie à une évaluation du fonctionnement de l'ATV selon les perceptions différentes qu'en avaient les Membres de l'OMC.

16. Le représentant de Hong Kong, Chine souscrivait à la déclaration faite par l'Uruguay à la réunion du 27 septembre 2001. Il a dit qu'il était important de prendre en considération le but de l'examen majeur de la mise en œuvre de l'ATV, ainsi que le mentionnait clairement l'article 8:11 et 8:12. Il s'agissait, premièrement, que le Conseil s'acquitte de sa responsabilité en matière de surveillance du fonctionnement et de la mise en œuvre de l'ATV; et, deuxièmement, qu'il prenne les décisions qu'il jugeait appropriées pour faire en sorte que l'équilibre des droits et obligations qu'établissait l'ATV ne soit pas compromis.

17. Concernant la responsabilité du Conseil en matière de surveillance du fonctionnement et de la mise en œuvre de l'ATV, il a dit que l'OSpT était responsable en premier lieu de la supervision de la mise en œuvre de l'ATV et que le Conseil pouvait s'appuyer sur le rapport général de l'OSpT. On pouvait considérer qu'à de nombreux égards l'OSpT s'était acquitté de ses responsabilités de manière admirable, mais que sur d'autres plans, il n'avait pu réussir à trouver une solution satisfaisante aux problèmes posés par la mise en œuvre de l'ATV. Dans ces derniers cas, et comme l'indiquait le document déposé au nom des membres du BITV, l'intervenant s'attendait que le CCM règle ces problèmes, ainsi que le prévoyait l'article 8:12 de l'Accord.

18. Le représentant de Hong Kong, Chine a indiqué que bon nombre des problèmes que faisait ressortir le document des membres du BITV était d'une importance systémique. Il estimait que le Conseil devrait déterminer si l'équilibre des droits et obligations qu'établissait l'ATV avait été compromis. Cela voulait dire qu'il lui fallait déterminer si l'ATV était en bonne voie d'atteindre son objectif premier, à savoir la réintégration du secteur des textiles et des vêtements dans le cadre des règles normales du GATT de 1994 d'ici à 2005. L'équilibre des droits et obligations était concerné non seulement par la mise en œuvre des dispositions individuelles de l'Accord, mais également parce qu'il fallait déterminer si tout avantage résultant, directement ou indirectement, pour les Membres de

l'ATV se trouvait annulé ou compromis, ou si la réalisation d'un quelconque objectif de l'ATV était entravée.

19. Le représentant des États-Unis a dit qu'il considérait qu'il s'agissait de l'examen majeur de la deuxième étape de la mise en œuvre de l'ATV, d'un examen qui, par définition, ne pouvait porter sur des événements qui ne s'étaient pas encore produits, c'est-à-dire de questions concernant la troisième étape. Par ailleurs, dans leur document, les membres du BITV avaient soulevé plusieurs questions qui ne pouvaient pas être traitées efficacement au CCM. L'ATV définissait une procédure précise quant à la manière dont pouvaient être traitées les questions relatives aux textiles. Les parties intéressées devaient tenir des consultations et si elles ne réussissaient pas à résoudre ainsi la question, elles pouvaient en saisir l'OSpT et lui présenter leurs arguments. L'Organe devrait alors procéder à un examen et présenter les recommandations qui s'imposaient. Ce processus visait à réunir le plus de renseignements possible afin de parvenir à des conclusions satisfaisantes qui puissent être comprises par toutes les parties et recueillir leur appui. Une grande partie des questions soulevées dans le document des membres du BITV ne tenait absolument pas compte de ce processus. Les questions soulevées étaient complexes et il n'était pas facile d'en traiter au Conseil. Si les Membres estimaient réellement que leurs intérêts n'étaient pas pris en compte dans la mise en œuvre des dispositions de l'ATV, ils devraient recourir au mécanisme prévu par l'ATV pour résoudre le problème. Il a souligné qu'une grande partie des différences entre la position des États-Unis et celle des membres du BITV pouvait être attribuée à leurs attentes différentes depuis l'entrée en vigueur de l'ATV. Les États-Unis étaient d'avis que l'ATV avait donné à la branche de production américaine une période de dix ans pour achever la transition vers un environnement libre de tout contingent. Il a dit que si l'on considérait que, d'une part, le secteur américain des vêtements s'était fortement contracté depuis 1994 et que, d'autre part, la part du marché américain occupée par les importations avait rapidement augmenté, on ne pouvait que conclure que le processus de transition progressait au moins aussi rapidement que prévu.

20. Il a fait remarquer que l'une des questions auxquelles il avait fréquemment été fait allusion au début de l'entrée en vigueur de l'ATV, mais qui avait depuis disparu du débat était celle des difficultés à "sauter le pas", pour reprendre l'expression déjà utilisée. L'une des grandes préoccupations des pays exportateurs avait été que les Membres importateurs n'achèveraient pas l'intégration finale de tous les produits textiles dans le cadre des règles du GATT de 1994 à cause des perturbations qui en découleraient. Étant donné la rapidité de l'ajustement au cours des sept dernières années, il serait dorénavant difficile d'avancer un tel argument. Ces faits étayaient fortement la conclusion selon laquelle la mise en œuvre de l'ATV était sur la bonne voie. Il a en outre indiqué que le document des membres du BITV faisait à plusieurs reprises référence à des dispositions qui avantageaient les Membres exportateurs individuels car elles permettaient aux Membres importateurs d'aller au-delà de leurs obligations spécifiques au titre de l'ATV. Bien que les États-Unis estiment avoir respecté ces dispositions, ils ne croyaient pas que l'on pouvait considérer qu'elles les obligeaient à renoncer à la période transitoire de dix ans. Enfin, ils étaient d'avis qu'une grande partie des dispositions de l'ATV avaient été mises en œuvre de manière harmonieuse, mais que certains éléments laissaient encore à désirer. Les États-Unis considéraient que l'article 7 de l'ATV renfermait des dispositions sur l'ouverture des marchés qui n'avaient pas été respectées. En outre, les dispositions de l'article 5 sur le contournement n'avaient pas produit les résultats escomptés.

21. Le représentant du Mexique a indiqué que le rapport de l'OSpT faisait référence aux accords régionaux et autres types d'initiatives régionales. Il a demandé si l'OSpT avait le mandat d'examiner les accords régionaux et s'il continuerait de le faire à l'avenir. Il ne pouvait souscrire aux recommandations du paragraphe 709 du rapport. Il existait à l'OMC un autre mécanisme pour l'examen des accords régionaux. Comme le rapport devait porter sur la mise en œuvre de l'ATV, le Mexique ne considérait pas qu'il devrait traiter d'une question telle que les accords régionaux et les initiatives régionales, ni que cette question devrait être débattue à la session en cours du CCM.

22. Le représentant de la Norvège a dit que sa délégation remerciait l'OSpT pour son rapport général et qu'elle appuyait les conclusions et recommandations présentées au chapitre XIV du rapport. La Norvège avait activement contribué à la libéralisation du commerce des textiles car elle avait aboli les dernières restrictions contingentaires qu'elle maintenait à compter du 1^{er} janvier 2001, soit quatre ans avant l'échéance convenue. À cet égard, sa délégation tenait à souligner qu'il importait de veiller à la pleine intégration du commerce des textiles dans le cadre du GATT de 1994 et de la faciliter.

23. Le représentant du Canada considérait que le rapport de l'OSpT était des plus utiles car il exposait les faits nécessaires à l'examen majeur. L'ATV et sa mise en œuvre étaient importants pour tous les Membres tout comme l'était l'examen en cours de la deuxième étape de l'intégration. Il a fait valoir que lors de l'examen, le Conseil devait bien comprendre ce qu'énonçait et ce que n'énonçait pas l'ATV. Le but ultime de l'ATV était la pleine intégration du secteur des textiles et des vêtements dans le cadre des règles et disciplines du GATT de 1994 d'ici au 1^{er} janvier 2005 et l'élimination consécutive de toutes les restrictions incompatibles avec le GATT d'ici à cette même date. Le Canada appuyait pleinement la mise en œuvre de l'ATV et la réalisation effective de son objectif, qui était la pleine intégration.

24. Il a indiqué que l'ATV reconnaissait qu'une période transitoire était nécessaire pour permettre aux industries de s'ajuster à la pleine intégration du secteur des textiles et des vêtements. L'ATV établissait clairement l'existence d'une période transitoire de dix ans et il faisait ressortir les deux grands éléments qui définissaient ensemble le processus d'intégration au cours de cette période. Le premier de ces éléments était les trois étapes de l'intégration pendant la période transitoire auxquelles étaient associés les volumes minimums des importations qui devaient être intégrés à trois dates précises. L'ATV indiquait aussi clairement que les produits à intégrer à chaque étape devaient englober des produits provenant des quatre groupes énumérés à l'article 2. Ceci mis à part, l'ATV laissait le Membre importateur entièrement libre de choisir les produits des textiles et des vêtements, soumis ou non à restrictions, qui devaient être intégrés à une étape donnée au cours de la période transitoire ou qui ne le seraient qu'à la fin de la période transitoire. Il a ajouté que le deuxième grand élément était les dispositions relatives à la majoration des coefficients de croissance pour les produits toujours soumis à restrictions pendant la période transitoire. Ces dispositions définissaient clairement les augmentations des coefficients de croissance par rapport à ceux en vigueur au cours de la période antérieure à l'ATV, afin de faciliter l'ouverture des marchés intérieurs. Lors de l'examen, il serait essentiel que les Membres ne perdent pas de vue le rôle central et intégral que jouaient ces deux éléments dans le processus général d'intégration lorsqu'ils procéderaient à l'évaluation de la mise en œuvre de l'ATV.

25. Le représentant du Canada a ajouté que l'examen devrait porter sur d'autres dispositions importantes, notamment sur celles relatives aux petits fournisseurs, aux producteurs de coton, aux sauvegardes, au contournement et à l'accès aux marchés au titre de l'article 7. Il a aussi fait ressortir un certain nombre de points généraux concernant la mise en œuvre de l'Accord par le Canada. Premièrement, le Canada était toujours résolu à mettre pleinement et fidèlement en œuvre l'ATV. Deuxièmement, il s'acquittait des obligations lui incombant aux termes de la période transitoire prévue par l'Accord. En fait, il était allé au-delà des prescriptions mêmes de l'ATV dans plusieurs domaines. Il avait au besoin apporté des corrections techniques et il ne s'était pas contenté de faire le minimum requis mais était allé au-delà de ce qui était rigoureusement nécessaire. Troisièmement, la mise en œuvre de l'Accord par le Canada et l'ajustement consécutif de sa branche de production nationale étaient pleinement engagés. Cela était attribuable à la fois au processus d'intégration et à l'application des dispositions relatives à la majoration des coefficients de croissance. Alors que ses importations totales avaient progressé de 41 pour cent depuis 1994, celles originaires des pays en développement avaient augmenté de 79 pour cent au cours de la période de 1995 à 2000. Or, le marché canadien avait crû de 11 pour cent pendant cette même période de six années. Les pays en développement occupaient maintenant 47 pour cent du marché canadien, comparativement à 31 pour

cent en 1994. Conséquence directe de cette évolution, l'industrie canadienne des textiles et des vêtements avait dû s'ajuster de manière significative. Au milieu des années 70, le marché canadien était essentiellement alimenté par les producteurs nationaux et l'industrie canadienne employait plus de 350 000 personnes. Dorénavant, le secteur employait moins de 150 000 personnes, il ne détenait plus que moins de 50 pour cent du marché intérieur et il était de plus en plus tributaire des débouchés à l'exportation. Ces faits définissaient le contexte pertinent à l'évaluation des effets de la mise en œuvre de l'Accord.

26. Le représentant du Guatemala souscrivait aux observations formulées par l'Uruguay et au document qu'il avait présenté au nom des membres du BITV. Pour le Guatemala, le deuxième examen majeur était une excellente occasion d'évaluer les résultats obtenus par les Membres dans la mise en œuvre de l'Accord et d'examiner les progrès réalisés par rapport aux objectifs de l'ATV. Au Guatemala, les industries des textiles et des vêtements étaient devenues l'un des secteurs les plus importants et elles continuaient de prendre de l'expansion. Ce secteur employait quelque 100 000 personnes dans plus de 250 industries qui produisaient des biens et services connexes au domaine des textiles et des vêtements. Il était tributaire de l'ouverture des autres marchés, sans restrictions, en particulier en Amérique du Nord. La croissance du secteur avait été entravée par des restrictions de plus en plus nombreuses, dont les contingents, les régimes complexes des règles d'origine, les procédures douanières et administratives excessives, et des mesures de sauvegarde injustifiées. On estimait que l'objectif de l'ATV était la libéralisation progressive et ordonnée du secteur des textiles et des vêtements au moyen de son intégration dans le cadre des règles normales du GATT. Il était important d'instaurer des conditions commerciales équitables et de respecter les principes de l'accès aux marchés et de la non-discrimination énoncés à l'article 7 de l'ATV, qui favorisaient l'amélioration de l'accès aux marchés pour les textiles et les vêtements au moyen de mesures telles que l'abaissement et la consolidation des droits de douane, l'abaissement ou l'élimination des mesures non tarifaires et l'assouplissement des formalités administratives douanières. L'article 7 visait aussi à garantir la mise en œuvre de politiques commerciales équitables dans des domaines tels que les procédures en matière de dumping, les subventions et les mesures compensatoires, et la protection des droits de propriété intellectuelle. Il avait confiance, ainsi que l'indiquait l'article 8:12, que le Conseil procéderait à un examen équitable de l'équilibre des droits et obligations établi par l'ATV, à la lumière duquel il prendrait par consensus les décisions nécessaires pour faire en sorte que cet équilibre ne soit pas compromis. Il était important que le CCM procède à l'examen de manière pragmatique et simple, afin de permettre la participation de tous les Membres et l'adoption de conclusions concrètes. Il a aussi fait ressortir le point soulevé par le Mexique, qui ne comprenait pas en vertu de quel mandat l'OSpT pouvait se reporter à des initiatives et accords régionaux, ainsi qu'il était mentionné au paragraphe 708 de son rapport. L'ATV ne renfermait aucune disposition concernant les initiatives et accords régionaux, car il s'agissait de questions qui étaient couvertes par les dispositions de l'Accord sur l'OMC et d'autres accords commerciaux multilatéraux correspondants. Il a également fait part de ses préoccupations au sujet du paragraphe 709 où l'OSpT adressait au Conseil des recommandations qui ne devraient pas être prises en compte dans l'examen majeur.

27. Le représentant des Philippines, intervenant au nom des pays de l'ANASE Membres de l'OMC, a remercié l'OSpT pour son rapport général ainsi que les membres du BITV pour leur document. Il a indiqué que dans plusieurs domaines liés à la mise en œuvre, on constatait soit que les obligations n'avaient pas été dûment respectées soit que la mise en œuvre d'éléments particuliers de l'Accord avait eu des effets négatifs sur les droits des pays exportateurs à l'accès aux marchés. Il était par conséquent essentiel que le CCM prenne une décision appropriée pour corriger les déséquilibres et faciliter l'intégration harmonieuse du secteur pendant la dernière étape.

28. Il a présenté certaines observations préliminaires sur la question de l'intégration. Il était évident que quelques contingents qui étaient d'un intérêt primordial pour les Membres exportateurs avaient été éliminés. Les produits qui avaient été choisis pour l'intégration étaient soit des produits à

moindre valeur ajoutée soit des produits qui n'étaient pas soumis à des restrictions contingentaires. Il a indiqué que l'OSpT avait également fait observer que bien que les programmes d'intégration de la troisième étape comprenaient une part relativement plus élevée de vêtements que les programmes des étapes précédentes, il semblerait que, globalement, cela n'entraînerait pas de changement qualitatif et que selon toute probabilité, les produits intégrés à la troisième étape représenteraient, en valeur, moins de 51 pour cent des importations de 1990. Nonobstant l'argument sur le point de savoir si les obligations contractées dans le cadre du GATT avaient été satisfaites, il n'en demeurerait pas moins que le processus d'intégration n'avait pas été progressif, ce qui suscitait de réelles préoccupations quant à l'obtention des avantages escomptés par les Membres en développement.

29. Le représentant des Philippines estimait que la mise en œuvre de l'ATV n'avait pas été à la hauteur des attentes des pays en développement. Dans plusieurs cas, les pays qui maintenaient des restrictions avaient manqué aux obligations qui leur incombait au titre de l'Accord. Dans certains autres cas, la mise en œuvre ne s'était pas effectuée conformément au but et objectifs de l'Accord. Dans d'autres cas encore, l'accès attendu avait été perturbé ou avait été entravé de quelque autre manière. À son avis, il était essentiel que le CCM prenne les décisions nécessaires pour faire en sorte que soit rétabli l'équilibre des droits et obligations qu'établissait l'Accord et que les droits des pays exportateurs ne soient pas davantage compromis.

30. Le représentant du Japon a aussi remercié l'OSpT pour son rapport général. Il estimait que l'examen majeur était une étape importante de la mise en œuvre de l'ATV au cours de laquelle les Membres devraient réaffirmer leur engagement à l'égard de la mise en œuvre intégrale et fidèle de l'Accord.

31. Le représentant du Bangladesh a dit que le secteur des textiles et des vêtements était devenu une composante importante de l'économie de son pays au cours des deux dernières décennies. Il y occupait dorénavant une place importante en termes de création d'emplois, d'initiatives visant à éradiquer la pauvreté, de promotion de l'égalité des sexes et d'autonomie des femmes. En fait, ce secteur jouait un rôle clé dans la campagne lancée par le Bangladesh pour faire du commerce un moteur de la croissance et du développement, et pour contribuer à intégrer le pays dans le système commercial multilatéral. Les textiles et les vêtements étaient devenus le secteur qui contribuait le plus à l'exportation, puisqu'il comptait pour plus de 75 pour cent des recettes totales d'exportation. Le fait qu'il utilisait des matières premières importées signifiait que les importations du secteur avaient augmenté en même temps que ses exportations. Les pays développés Membres, qui demeuraient la destination de la plupart des exportations de textiles et de vêtements du Bangladesh, jouaient un rôle déterminant dans les résultats du secteur d'exportation du pays.

32. Il a fait remarquer que le deuxième examen majeur offrait l'occasion de vérifier que la mise en œuvre de l'ATV se faisait de manière appropriée et dans les délais prescrits. Il convenait que le processus d'intégration au cours des deux premières étapes s'était fait plus ou moins en conformité avec les critères convenus qui étaient énoncés à l'article 2:6 et 2:8 a) de l'ATV. À cet égard, il a fait valoir que même si l'Accord avait peut-être été respecté à la lettre, les Membres devraient se demander s'il l'avait été dans son esprit. Bon nombre de pays, comme le Bangladesh, étaient fortement d'avis que l'intégration aurait pu se faire d'une manière qui permette de s'assurer que les contingents maintenus au titre de l'AMF soient progressivement éliminés. Si cela avait été le cas, l'intégration des textiles en fonction des besoins du marché mondial aurait été facilitée. Il a indiqué que le tableau n'était quand même pas tout à fait sombre et qu'il y avait des lueurs d'espoir. À ce propos, il a relevé avec satisfaction le programme d'intégration de la troisième étape du Canada, qui visait l'élimination de plusieurs restrictions frappant les importations en provenance de pays Membres, dont le Bangladesh.

33. Le représentant du Bangladesh a dit qu'outre le processus d'intégration, l'ATV renfermait des dispositions importantes pour les petits fournisseurs et les pays les moins avancés. Ces dispositions

prescrivaient l'application, avec une étape d'avance, des coefficients de croissance dans le cas des petits fournisseurs et, dans la mesure du possible, des pays les moins avancés. Il a fait remarquer que ces dispositions en faveur des petits fournisseurs n'avaient pas été mises en œuvre en respectant pleinement l'esprit des dispositions pertinentes de l'ATV. Les pays qui appliquaient des contingents n'avaient tenu aucun compte des moyens à mettre à la disposition des pays les moins avancés. Bon nombre de Membres pouvaient considérer qu'il s'agissait de clauses de l'effort maximal, mais le Bangladesh avait espéré que ces dispositions de l'Accord auraient été dûment prises en compte et appliquées. La confiance des pays, comme le sien, s'était effritée lorsqu'ils avaient constaté que les dispositions de l'ATV, qu'il s'agisse de clauses juridiquement contraignantes ou de clauses de l'effort maximal, n'étaient pas appliquées. Ces dispositions avaient donc perdu tout sens à leurs yeux, et elles avaient une incidence négative sur le caractère équitable de l'Accord, ainsi que le percevaient les pays les moins avancés.

34. Il a également formulé des observations sur la pratique qui consistait à imposer des droits antidumping sur des marchandises déjà soumises à des contingents. Cette pratique avait un effet négatif sur l'accès aux marchés. Par exemple, dans un cas particulier, il avait été constaté que les exportations du Bangladesh à destination du pays ayant appliqué le droit antidumping s'en étaient fortement ressenties. Dans certains cas, l'utilisation des contingents avait considérablement diminué. Il espérait que dans le cadre de son examen, le CCM prendrait en compte l'incidence négative des droits antidumping. Il espérait également qu'il serait tenu compte dans le deuxième examen majeur de la mise en œuvre de l'ATV de la non-application de certaines dispositions en faveur des pays les moins avancés. Le Bangladesh souhaitait que le Conseil prenne des mesures appropriées pour aider des pays tels que le sien dont la part dans l'ensemble du commerce mondial était aussi faible.

Processus d'intégration et autres questions connexes (article 2)

35. Le Président a ensuite proposé que le Conseil aborde le premier groupe de sujets, à savoir le processus d'intégration et autres questions connexes. Ce groupe de sujets était lié à la mise en œuvre des dispositions de l'article 2 de l'ATV. Sur la base des consultations informelles, il avait été convenu que sept grands points seraient regroupés sous ce thème. En conséquence, il a sollicité des observations au sujet du premier tiret: Programmes d'intégration des Membres. Ainsi que l'énonçait l'article 2:8 a) de l'ATV, au début de la deuxième étape, les Membres étaient tenus d'intégrer des produits représentant pas moins de 17 pour cent du volume des importations des produits visés à l'Annexe et provenant des quatre groupes suivants, à savoir des peignés et filés, des tissus, des articles confectionnés et des vêtements, qu'ils avaient effectuées en 1990.

i) Programmes d'intégration des Membres

36. Le représentant de l'Uruguay a rappelé l'observation formulée par une autre délégation, selon laquelle l'ATV visait l'intégration et que, de ce fait, les restrictions quantitatives disparaîtraient d'ici à la fin de la période transitoire de dix ans. Pour les pays en développement, toutefois, l'objectif premier de l'ATV était en fait l'élimination des contingents qui, à leurs yeux, étaient les principales mesures qui violaient le GATT même si elles avaient été acceptées au titre de l'AMF. Il ne faisait aucun doute que l'intégration était l'un des aspects essentiels de l'ensemble du processus de mise en œuvre et le rapport de l'OSpT, dont 52 pages étaient consacrées à cette question, en témoignait. Dans leur document, les membres du BITV avaient présenté aux paragraphes 18 à 28 une analyse des programmes d'intégration des pays qui maintenaient des restrictions. À l'instar des membres du BITV, l'OSpT avait aussi conclu, au paragraphe 677 de son rapport, que pendant toute la période transitoire de dix ans, les Membres qui maintenaient des restrictions éliminaient seulement quelques restrictions contingentaires et que l'essentiel de celles-ci demeurerait en place. Dans ce contexte, le premier des tableaux transmis au Conseil, qui montrait comment avait progressé le processus, indiquait clairement que c'était en fait la majeure partie des contingents qui resteraient à libéraliser à la fin du processus.

37. Il a dit que les Membres qui maintenaient des restrictions avaient montré qu'ils avaient réalisé peu de progrès pour atteindre ce qui, pour les membres du BITV, était l'objectif central de l'ATV, à savoir l'élimination des restrictions contingentaires. Il avait été allégué que, d'un point de vue technique, les prescriptions concernant l'intégration avaient été satisfaites. Il était possible que ce soit vrai, mais il restait à savoir si le processus d'intégration pouvait être ramené à une question purement technique. Dans une série de différends, l'Organe d'appel avait montré que, conformément à la Convention de Vienne sur le droit des traités, un traité devait être interprété de bonne foi suivant le sens ordinaire à attribuer aux termes du traité dans leur contexte. Le traité devrait aussi être interprété à la lumière de son objet et de son but. Il semblait donc peu vraisemblable de ramener le concept d'intégration de l'ATV à une question technique. Il était essentiel d'examiner la mise en œuvre des programmes d'intégration dans le contexte des termes employés dans l'ATV, ainsi qu'à la lumière de l'objet et du but de l'ATV. Conformément à la Convention de Vienne, le contexte d'un traité englobait son préambule en plus de son texte. Par conséquent, pour ce qui était du contexte de l'intégration aux termes de l'ATV, il faudrait se reporter au deuxième paragraphe du préambule de l'Accord qui disposait ce qui suit: "Rappelant également que, dans la Décision du Comité des négociations commerciales d'avril 1989, il a été convenu que le processus d'intégration devrait commencer après l'achèvement des Négociations commerciales multilatérales du Cycle d'Uruguay et avoir un caractère progressif;". Le libellé pertinent de la Décision d'avril 1989 était le suivant: "Les modalités du processus d'intégration dans le cadre du GATT devraient, entre autres choses, couvrir l'élimination progressive des restrictions appliquées au titre de l'Arrangement multifibres et des autres restrictions touchant les textiles et les vêtements qui ne sont pas compatibles avec les règles et disciplines du GATT ...". Il était donc clair que le contexte de l'intégration aux termes de l'ATV était l'existence antérieure des restrictions appliquées au titre de l'Arrangement multifibres et des autres restrictions touchant les textiles et les vêtements qui n'étaient pas compatibles avec les règles et disciplines du GATT.

38. Le représentant de l'Uruguay a poursuivi en disant qu'il était aussi évident que l'objet de l'intégration était l'élimination de ces restrictions et que le but visé était leur élimination progressive. À son avis, il n'était pas fondé de considérer le processus d'intégration en termes purement techniques ou uniquement par rapport au fonctionnement de l'intégration. Par conséquent, l'examen du processus d'intégration devrait chercher à déterminer si des progrès sérieux et tangibles avaient été réalisés pour éliminer de manière significative les contingents appliqués au titre de l'AMF. De même, ainsi que l'avaient signalé les membres du BITV dans leur document, l'article 1:5 de l'ATV disposait qu'afin de faciliter l'intégration du secteur des textiles et des vêtements dans le cadre du GATT, les Membres devraient permettre un ajustement industriel continu, ainsi qu'une concurrence accrue sur leurs marchés. Cela signifiait à tout le moins qu'il ne faudrait ni entraver ni désorganiser d'une quelconque manière le processus d'intégration.

39. Il a fait remarquer que d'après l'examen des programmes d'intégration des Membres qui maintenaient des restrictions, il était évident que les progrès réalisés étaient faibles. Ainsi qu'il l'avait mentionné auparavant, la majeure partie des contingents étaient encore en place. Si l'on considérait les programmes d'intégration sous un angle différent, 20 à 21 pour cent seulement des produits qui étaient soumis à des restrictions spécifiques seraient intégrés, ce qui était bien inférieur aux 51 pour cent qui avaient été indiqués d'un point de vue purement technique. Des calculs en ce sens figuraient au tableau 2 du document des membres du BITV. Considérée sous un autre angle, la répartition des programmes d'intégration montrait que les Membres qui maintenaient des restrictions avaient privilégié l'intégration des filés, tissus et articles confectionnés à faible valeur ajoutée, mais très peu de vêtements, et c'était ce qui ressortait clairement du tableau 3. Examinés dans leur contexte, les programmes des Membres qui maintenaient des restrictions ne semblaient pas avoir été conformes à l'objet et au but de l'intégration. En fait, comme ils avaient eu pour politique déclarée de reporter l'intégration des produits sensibles jusqu'à la fin de la période de dix ans et de se servir des contingents comme monnaie d'échange pour obtenir un accès additionnel aux marchés des pays tiers,

les pays importateurs avaient généralement nui à l'atteinte de l'objectif qui consistait à éliminer progressivement les contingents.

40. Il a fait remarquer que, même sur le plan théorique ou technique, le Canada et la CE n'avaient pas satisfait aux prescriptions minimales. C'était ce qui ressortait des paragraphes 78 et 82 du rapport de l'OSpT, dans le cas du Canada, et du paragraphe 35, dans celui de la CE. Il y avait aussi lieu de rappeler qu'à la Conférence ministérielle de Singapour et dans les conclusions du premier examen majeur de la mise en œuvre de l'ATV, il avait été souligné que le processus de mise en œuvre devrait assurer une transition effective au GATT de 1994 au moyen d'une intégration qui était, en même temps, de caractère progressif. En conclusion, il a dit que l'examen des programmes d'intégration ne devrait pas se faire dans l'abstrait, mais selon le contexte du terme "intégration". Les programmes d'intégration devaient aussi être évalués à la lumière de l'objet et du but de l'ATV, y compris de sa prescription voulant que le processus soit progressif. Si l'on examinait le processus à la lumière de ces critères, on ne pouvait s'empêcher de conclure que les Membres qui maintenaient des restrictions ne s'étaient pas entièrement acquittés de leurs obligations, refusant ainsi de reconnaître aux pays en développement Membres exportateurs les avantages qu'ils s'étaient attendus à recevoir dans le cadre de l'ATV.

41. Le représentant de l'Inde a vivement souscrit aux vues exprimées par l'Uruguay au nom des membres du BITV. Il a dit qu'il tenait à se pencher sur les recommandations auxquelles devrait vraiment aboutir l'examen majeur en cours. Dans le passé, les pays en développement avaient fait valoir que les programmes d'intégration des pays développés n'avaient pas été significatifs d'un point de vue commercial; il ne semblait pas que ce message ait eu un quelconque effet. Cette fois, ils avanceraient des faits, des chiffres et des tableaux compilés à partir des données statistiques sur les importations, qui ne pourraient pas être contestés. Les tableaux figurant dans le document des membres du BITV permettraient aisément de conclure, par exemple, que des produits significatifs du point de vue commercial n'avaient pas été inclus dans ces programmes, pas même à la troisième étape. Dans le cas des États-Unis, 701 des 757 contingents demeuraient en place. Les faits et chiffres tirés des tableaux montraient que de nombreux contingents étaient en place et que c'était ce que l'on reprochait au processus d'intégration à ce jour.

42. Il s'est ensuite reporté à l'article 2:10 et 2:15, dont les Membres étaient encouragés à se prévaloir des dispositions. Faisant le bilan du nombre de Membres qui avaient appliqué ces dispositions, il a demandé si le Conseil allait reprendre le terme "encourager" dans le cadre de l'examen en cours. Il n'était pas possible de continuer à dire pendant sept années que les Membres étaient encouragés à se prévaloir de l'article 2:10 et 2:15, alors qu'aucun Membre n'avait vraiment donné suite à cet encouragement. Il faudrait aller plus loin et employer une formulation qui ne se contenterait pas d'encourager simplement les Membres à se prévaloir de l'article 2:10 et 2:15. Le rapport de l'OSpT pouvait s'avérer utile à cet égard; le Conseil devait améliorer la formulation, la rendre plus incisive et, si certains partenaires commerciaux soulevaient certaines préoccupations, en négocier le libellé. Il s'est reporté au paragraphe 682 du rapport et à la recommandation de l'OSpT qui disposait que dans les notifications futures, conformément à l'article 2:15, des renseignements pertinents devaient être fournis; à son avis, toutefois, le Conseil devrait négocier un certain libellé en vertu duquel les Membres qui présentaient des notifications au titre de l'article 2:15 devaient à l'avenir être tenus d'indiquer comment ils avaient tenu compte du traitement accordé aux exportations des mêmes produits d'autres Membres.

43. Le représentant de l'Inde s'est également reporté à la décision du Canada de ne pas modifier le niveau des restrictions restantes dans les cas d'intégration partielle. Il a instamment demandé aux États-Unis et à la CE de suivre l'exemple du Canada. Il a évoqué la disposition énoncée à l'article 4, qui mentionnait que si un produit qui ne constituait que l'un des éléments visés par une restriction faisait l'objet d'une notification concernant son intégration, tout ajustement apporté au niveau de cette restriction ne romprait pas l'équilibre, entre les Membres concernés, des droits et obligations. Dans le

rapport sur le deuxième examen majeur, il devrait être pris note des déclarations des États-Unis, de la CE et du Canada, qui s'étaient dit tout à fait résolus à mettre pleinement et fidèlement en œuvre l'ATV. Cette déclaration était importante et encourageante. Il fallait aussi que le rapport fasse mention des conclusions du premier examen majeur concernant l'absence d'intégration significative d'un point de vue commercial et qu'il indique que la situation n'avait pas changé sur ce plan. En somme, il n'en demeurait pas moins que, du point de vue des pays en développement, l'objectif de l'élimination progressive des restrictions contingentaires n'avait toujours pas été en grande partie atteint. Il fallait se pencher sur cette question. Il a souligné que l'ATV ne se ramenait pas à satisfaire à des prescriptions techniques; il y avait un préambule, un objectif, un équilibre des droits et obligations, et une série d'accords, ainsi que les avantages que l'ATV était censé apporter et en reconnaissance desquels les pays en développement avaient accepté d'autres accords. Il a aussi fait valoir qu'il existait une différence entre les pays développés Membres qui maintenaient des restrictions quantitatives (États-Unis, CE et Canada) et certains autres pays pour lesquels l'intégration restait une question théorique. C'était pourquoi le rapport sur l'examen majeur ne pouvait être simplement descriptif, mais qu'il devait renfermer des recommandations.

44. Le représentant de Hong Kong, Chine a relevé que, dans son rapport, l'OSpT avait consacré un nombre considérable de pages à l'examen et à l'analyse des programmes d'intégration des Membres, ce qui témoignait de l'importance que revêtait l'intégration pour la mise en œuvre intégrale et fidèle de l'ATV. Alors que la septième année de la mise en œuvre de l'ATV était bien avancée, et compte tenu des programmes de mise en œuvre de la troisième étape notifiés auparavant, le Conseil avait dorénavant un aperçu plus ou moins complet de l'intégration pour toute la période transitoire de dix ans. Il a appelé l'attention sur l'analyse des programmes d'intégration des Membres maintenant des restrictions que les membres du BITV avaient présentée dans leur document. L'OSpT en avait aussi inclus une analyse au paragraphe 677 de son rapport. Si l'on considérait les faits et les chiffres, on constatait que deux tendances se dégagnaient clairement sur l'ensemble de la période transitoire de dix ans. Premièrement, les Membres qui maintenaient des restrictions n'éliminaient qu'une très faible partie de leurs restrictions contingentaires. C'était ce que montraient les chiffres du tableau 1 du document des membres du BITV. Dans le cas des États-Unis, 701 des 757 contingents étaient toujours en place; pour la CE, 167 contingents demeuraient sur un total de 218 et pour le Canada, c'était 239 des 295 contingents qui subsistaient. Pour ce qui était du volume, seuls 21 pour cent environ des échanges visés par des restrictions contingentaires avaient été intégrés dans les cas des États-Unis et de la CE. Ces chiffres montraient clairement que le débat sur le report de l'intégration demeurait pertinent.

45. Il a aussi relevé que les produits choisis pour l'intégration se situaient surtout dans la gamme des produits à moindre valeur ajoutée, ce qui pouvait s'avérer important pour les échanges. Par conséquent, ainsi que l'avait indiqué l'OSpT, la part des vêtements intégrés au cours des trois étapes successives de l'intégration représentait moins de 7 pour cent du volume des importations totales de 1990, dans le cas du Canada, quelque 6 pour cent dans celui de la CE et 6,5 pour cent environ pour les États-Unis. Ces chiffres signifiaient aussi que, selon toute probabilité, les produits intégrés au cours des trois étapes seraient en valeur moins élevés que s'ils étaient exprimés en volume. Pour situer le débat en perspective, il a dit que le Conseil devrait rappeler l'objectif essentiel de l'ATV, qui était de libéraliser davantage les échanges. L'ATV prescrivait que le processus au moyen duquel devait s'effectuer la libéralisation devrait être progressif. Les Membres qui maintenaient des restrictions avaient toutefois réalisé peu de progrès pour atteindre l'objectif fondamental de l'ATV, à savoir l'élimination progressive des restrictions contingentaires.

46. Le représentant de Hong Kong, Chine a aussi fait remarquer que le processus de l'ajustement industriel et de la concurrence accrue sur les marchés, ainsi que le prescrivait l'article 1:5, était un autre aspect de l'intégration. Les Membres exportateurs avaient pour attentes légitimes d'être en mesure d'observer un ajustement progressif sur les marchés des Membres qui maintenaient des restrictions au cours de la période transitoire de manière à ce que la pleine intégration puisse être

réalisée d'ici à 2005. À l'étape en cours de la mise en œuvre de l'ATV, alors qu'il restait à peine trois ans d'ici à la pleine intégration, il serait raisonnable de s'attendre que l'ajustement progressif soit déjà considérablement avancé. Or, ainsi que l'indiquait le rapport de l'OSpT, la situation était en fait loin d'être satisfaisante.

47. Le représentant de la Corée s'est reporté à l'évaluation des résultats obtenus par les Membres qui maintenaient des restrictions dont l'OSpT avait fait état dans son rapport. Cette évaluation faisait ressortir les mesures prises par ces Membres qui avaient satisfait aux prescriptions techniques de l'intégration dans le cadre du GATT de 1994 pour les deux premières étapes de la période transitoire. Il a accueilli avec satisfaction l'évaluation faite par l'OSpT et s'est félicité des programmes d'intégration adoptés par les Membres qui maintenaient des restrictions pour réaliser les objectifs de l'ATV. Mais en examinant ces programmes de plus près, il constatait que la plupart d'entre eux visaient des produits à faible valeur ajoutée et non sensibles, et qu'ils comprenaient très peu de vêtements. Ce qui l'amenait à se demander si les progrès réalisés jusqu'alors par le processus d'intégration étaient significatifs du point de vue commercial, ainsi qu'on s'y était attendu.

48. La représentante de Macao, Chine a dit que sa délégation s'associait à la déclaration faite par l'Uruguay, au nom des membres du BITV. Elle a souligné que l'objectif central de l'ATV était d'éliminer de manière progressive les restrictions contingentaires reportées de l'ancien Arrangement multifibres et, de ce fait, de contribuer à la libéralisation du commerce des textiles et des vêtements. Cependant, sept années s'étaient déjà écoulées depuis le début de période de mise en œuvre de l'ATV, et bien que les grands pays importateurs Membres aient affirmé avoir satisfait aux prescriptions techniques de l'Accord, c'est-à-dire avoir intégré les pourcentages prescrits des produits du point de vue strictement juridique, il était assez clair que l'esprit ou l'objectif central de l'ATV n'avait toujours pas été respecté. Sachant que les textiles et les vêtements étaient d'une grande importance dans le commerce international, puisqu'en 2000 ils représentaient 8 pour cent environ des exportations mondiales totales de produits manufacturés, et étant donné les avantages économiques qui pouvaient découler d'une libéralisation progressive de ce secteur pour les pays importateurs et les pays exportateurs, il était regrettable que cette prescription relative au "caractère progressif" de l'intégration n'ait pas été respectée par les pays qui maintenaient des restrictions. C'était pourquoi le processus d'intégration avait si peu contribué à la réalisation de l'objectif fondamental de l'ATV.

49. Elle a cité certains chiffres sur les échanges de Macao, Chine dans ce secteur. L'industrie des textiles et des vêtements avait pendant longtemps joué un rôle important dans l'économie, représentant plus de 80 pour cent des exportations. Il n'empêchait qu'au cours des deux premières étapes, sept seulement des contingents affectant Macao, Chine avaient été éliminés, ce qui équivalait à moins de 5 pour cent des articles effectivement soumis à restrictions, et alors que l'intégration portait surtout sur les produits à faible valeur ajoutée, les marchandises qui n'étaient plus contingentées ne représentaient plus, en valeur, que 6,8 pour cent des exportations de textiles. Elle a également indiqué qu'à en juger par les programmes prévus pour la troisième étape de l'intégration, il était évident que les Membres concernés maintiendraient un nombre important de restrictions contingentaires jusqu'en 2005. Afin de faciliter l'atteinte de l'objectif d'intégration du secteur des textiles et des vêtements dans le cadre du GATT de 1994, elle a demandé aux Membres concernés d'envisager sérieusement de se prévaloir des dispositions en vigueur de l'ATV, telles que l'article 2:10 (intégration anticipée) et 2:15 (élimination anticipée des restrictions quantitatives), pendant la mise en œuvre de la troisième étape du processus d'intégration.

50. Le représentant de l'Indonésie a remercié l'OSpT pour son rapport et les membres du BITV pour les documents qu'ils avaient fournis. Il a fait remarquer qu'après sept années de mise en œuvre, il était tout à fait normal de s'attendre que des progrès importants soient réalisés par rapport à l'objectif de l'ATV, qui était d'éliminer progressivement les restrictions contingentaires. Le processus d'intégration était un pilier central de l'ATV. Pour évaluer les progrès du processus d'intégration, il était important de ne pas perdre de vue le but de l'intégration aux termes de l'Accord, qui était de

réaliser l'élimination progressive des restrictions contingentaires. C'était ce qui découlait du préambule de l'Accord, ainsi que de l'article 1:5. Si l'on examinait toutefois les résultats réellement obtenus, il était évident que très peu de contingents avaient été éliminés. Les produits qui avaient été choisis pour l'intégration étaient soit des produits à moindre valeur ajoutée, soit des produits qui n'étaient pas soumis à des restrictions contingentaires. L'OSpT avait aussi fait observer que bien que les programmes d'intégration pour la troisième étape comprennent une part relativement plus élevée de vêtements que les programmes des étapes précédentes, il semblerait que, globalement, cela n'entraînerait pas de changement qualitatif majeur. Nonobstant l'argument sur le point de savoir si techniquement les obligations contractées au titre de l'ATV avaient été satisfaites, il n'en demeurerait pas moins que le processus d'intégration n'avait pas été progressif, ce qui suscitait de réelles préoccupations au sujet de l'obtention des avantages escomptés par les pays en développement Membres. Pour ces raisons, il estimait que la mise en œuvre de l'ATV n'avait pas été à la hauteur des attentes des pays en développement. Dans plusieurs cas, les pays qui maintenaient des restrictions avaient manqué aux obligations qui leur incombaient au titre de l'Accord. Dans certains autres cas, la mise en œuvre ne s'était pas effectuée conformément au but et à l'objectif de l'Accord. Dans d'autres cas encore, l'accès aux contingents prévu aux termes de l'Accord avait été perturbé ou avait été entravé de quelque autre manière. À son avis, il était donc essentiel que le CCM prenne les décisions nécessaires pour faire en sorte que soit rétabli l'équilibre des droits et obligations qu'établissait l'Accord et que les droits des pays exportateurs ne soient pas davantage compromis.

51. Le représentant du Canada a jugé positif le fait que toutes les restrictions quantitatives qui n'étaient pas conformes aux règles normales du GATT seraient éliminées d'ici au 1^{er} janvier 2005, ce dont devrait faire état le rapport du CCM. C'était un engagement auquel avaient souscrit tous les Membres. Les différences de vues concernaient la période transitoire. Pour les exportateurs, l'Accord prescrivait l'élimination, le plus rapidement possible, des restrictions quantitatives. Pour le Canada, la transition devait se faire sur une période de dix ans afin de permettre à la branche de production de s'ajuster. La transition comportait deux éléments interreliés; premièrement, l'intégration en vertu de laquelle les produits seraient assujettis aux règles du GATT de 1994, et dans le cadre de laquelle il pouvait y avoir une certaine élimination des contingents, et deuxièmement, la majoration des coefficients de croissance. Voilà en quoi consistait, de l'avis du Canada, la période transitoire. Elle visait à permettre à la branche de production de s'ajuster. Concernant l'article 2:15, ainsi que l'indiquait le paragraphe 266 du rapport de l'OSpT, le 1^{er} janvier 1998, le Canada avait pris certaines mesures au titre de cet article. Il convenait que ce n'était pas tous les contingents concernés qui avaient été entièrement éliminés, mais que certains produits ne faisaient plus l'objet d'un contingentement. Le Canada s'était aussi prévalu de l'article 2:15 pour éliminer au milieu de 1997 les contingents appliqués aux chemises à col tailleur. Il a dit que le Canada éliminerait aussi d'autres contingents le 1^{er} janvier 2002 au titre de la troisième étape de l'intégration et que dans les cas où des contingents avaient été en partie éliminés, leurs niveaux ne seraient pas réduits, même si l'article 2 de l'ATV permettait au Canada de le faire. Il a dit que sa délégation ne contesterait pas le fait qu'un certain nombre de contingents demeureraient en place jusqu'à la fin de la transition. Il avait toutefois été indiqué dès le début que le Canada suivrait le processus de transition tel que le prescrivait l'Accord pour ce qui était de combiner l'intégration et la majoration des coefficients de croissance. Il serait important de relier ces deux éléments dans le processus d'ouverture du marché. Dans le temps, les dispositions relatives à la majoration des coefficients de croissance avaient pour effet cumulatif d'entraîner des augmentations de l'accès aux marchés pour les produits visés par des contingents. L'intervenant a dit que les Membres ne devaient pas perdre de vue l'évolution de la situation sur les marchés des pays importateurs. Les importations en provenance des pays en développement avaient augmenté de 79 pour cent, alors que le marché canadien n'avait crû que de 11 pour cent depuis 1994. Les importations soumises à restrictions avaient connu une croissance quatre fois supérieure à celle du marché intérieur. Actuellement, les importations en provenance des pays en développement occupaient 47 pour cent du marché comparativement à moins de 31 pour cent pour les producteurs nationaux. Il a souligné qu'il était important que le rapport indique que la situation évoluait. Concernant l'ajustement industriel, au Canada, beaucoup moins de personnes travaillaient dans

l'industrie des textiles et des vêtements et le nombre de firmes avait considérablement diminué, ce qui signifiait que la branche de production s'était ajustée pendant la période transitoire afin de se préparer à la pleine intégration du secteur d'ici au 1^{er} janvier 2005.

52. Le représentant des États-Unis s'est reporté au document des membres du BITV et il a estimé qu'il procédait d'une prémisse erronée lorsqu'il citait l'emploi du terme "intégration" à l'article premier par rapport à son emploi à l'article 2. Dans l'ATV, le terme "intégration" figurait d'abord au premier paragraphe du préambule de l'Accord, mais il était clair qu'il n'y avait aucun lien avec le terme "intégration" au sens où il était employé à l'article 2. Au deuxième paragraphe du préambule et à l'article 1:5, le terme "intégration" était employé au même sens qu'au premier paragraphe du préambule, et non pas au sens de l'article 2. Les dispositions de l'article 2 étaient très spécifiques et indépendantes, et c'était à ces dispositions que les États-Unis s'étaient pleinement conformés.

53. Il a aussi dit que les membres du BITV avaient soulevé la question de l'ajustement industriel continu et autonome dans le contexte des programmes d'intégration. Les États-Unis avaient permis un ajustement continu et une concurrence accrue sur leur marché, ainsi que l'indiquaient la contraction du secteur des vêtements et la rapide progression des importations. Le fait que les États-Unis aient annoncé en 1995 la composition de leur programme d'intégration pour toute la durée de l'ATV aurait dû être perçu comme un utile élément de transparence. Il a indiqué que la seule prescription concernant spécifiquement la notification des programmes d'intégration figurait à l'article 2:11, qui disposait que les notifications devaient être faites au moins 12 mois avant la mise en œuvre. Rien n'interdisait que les programmes soient notifiés encore plus tôt.

54. Le représentant des États-Unis a ensuite évoqué la déclaration de l'Uruguay au sujet de l'objectif et du but de l'ATV qui constituait à ses yeux une interprétation plutôt légaliste du genre de celles utilisées dans une procédure de règlement des différends. Il n'était pas très utile de procéder ainsi. Il serait plus utile de prendre en compte les attentes qu'avaient eues les Membres au moment de l'achèvement de la négociation de l'Accord et, en contrepartie, les avantages qu'ils n'avaient pas obtenus. Des mesures devaient alors être prises sur cette base afin de pallier aux manquements, ce qui était une approche plus politique et mieux adaptée à un examen de ce type. Il ne souscrivait pas à l'interprétation avancée par l'Inde car il avait un souvenir différent de l'historique des négociations. Il se rappelait que trois variables de l'Accord avaient fait l'objet d'intenses négociations et qu'un compromis avait dû être trouvé afin d'établir un équilibre global. Il y avait la question du niveau des coefficients de croissance accélérée à appliquer pendant la durée de l'Accord. Pour ce qui était de la durée d'application de l'Accord, la position des États-Unis avait été que l'élimination des contingents devrait se faire sur une période de 15 ans. La troisième variable ayant fait l'objet d'intenses négociations était celle de la portée de l'Annexe de l'Accord, à savoir quel devait être le nombre de produits qui feraient l'objet du processus d'intégration mentionné à l'article 2. Une entente était intervenue sur ces trois éléments. Les États-Unis avaient accepté un accord de plus courte durée, à savoir dix ans, et des coefficients de croissance plus élevés, et en échange, il avait été convenu que les produits visés à l'Annexe ne se limiteraient pas aux produits soumis à restrictions, mais engloberaient aussi d'autres produits. Comme l'Accord avait fait l'objet de négociations et de débats tellement intenses, toutes les parties étaient conscientes alors des conséquences de la portée de l'Annexe.

55. Il estimait que les dispositions de l'article 2 de l'ATV étaient très claires et très mécaniques, et comme il existait, en plus de cette série extrêmement claire de responsabilités au sujet de l'intégration, une autre série de responsabilités concernant l'intégration qui avait été acceptée par les pays importateurs, il ne jugeait pas nécessaire de confirmer ce qui avait été convenu à l'époque. Il était possible que cette situation préoccupe certains Membres, qui soutiendraient que l'élimination accrue des contingents entraînerait de plus grandes augmentations des échanges avant l'expiration de l'ATV, mais ce n'était pas ce qui avait été convenu et, compte tenu de l'historique des négociations, on ne pouvait sérieusement pas faire valoir que cela n'était pas entendu à l'époque.

56. Le représentant du Canada a rappelé que dans leur document les membres du BITV avaient fait mention d'une correction technique effectuée par le Canada. Il convenait qu'une erreur technique avait été commise involontairement. Une fois que le Canada s'en était rendu compte, il avait rapidement entrepris de la corriger. Le document des membres du BITV donnait l'impression que le Canada avait effectué des ajustements en déplaçant des produits visés par la première étape de l'intégration, ce qui était faux. Ainsi qu'il l'avait notifié à l'OSpT, le Canada avait corrigé l'erreur, premièrement en ajoutant de nouveaux produits pour intégration au cours de la troisième étape. Deuxièmement, il avait déplacé certains autres produits de la troisième vers la deuxième étape. En déplaçant des produits, ainsi qu'en en ajoutant pour la troisième étape, le Canada avait atteint les niveaux minimums prescrits pour la deuxième et pour la troisième étapes. Il avait déplacé des produits de la première étape vers la deuxième étape parce qu'il n'avait pas pour approche de s'en tenir simplement au minimum prescrit, et il avait plutôt rétabli les niveaux d'intégration qu'il avait effectivement réalisés au cours des deux premières étapes. Au cours de la deuxième étape, les produits que le Canada avait intégrés étaient sensiblement plus élevés que le niveau prescrit, alors qu'à la première étape, il n'avait que légèrement dépassé le niveau d'intégration prescrit. En conclusion, il a dit que, dans leur document, les membres du BITV avaient eu tort de donner à entendre que le Canada avait simplement déplacé des produits d'une étape vers une autre.

57. Le porte-parole de la Communauté européenne a dit qu'il disconvenait que la conception restreinte que se faisaient les membres du BITV de l'intégration était correcte et que c'était la seule façon d'envisager l'Accord; l'ATV indiquait clairement que ce n'était pas le cas. Il a fait remarquer que l'article 7 se rapportait aussi au processus d'intégration, ce qui ramenait le débat au premier tiret du thème examiné, qui concernait l'intégration finale du secteur dans le cadre du GATT sur la base de règles et disciplines renforcées du GATT, contribuant aussi de ce fait à l'objectif d'une plus grande libéralisation des échanges. Dans son rapport, l'OSpT était très clair, à savoir que les prescriptions avaient été satisfaites, et il estimait que l'intégration était sur la bonne voie. Concernant les observations formulées par les membres du BITV, selon lesquelles dans ses propres programmes d'intégration la CE ne s'était pas acquittée des obligations lui incombant au titre de la première étape, il a rappelé que les membres du BITV avaient porté plainte devant l'OSpT qui avait examiné la situation dans le détail, et la CE s'était conformée aux recommandations de l'Organe. Par la suite, l'OSpT avait conclu que sur le plan juridique la CE s'était pleinement conformée à ses obligations. C'était ce qu'indiquait l'OSpT dans son rapport où il disait que "[c]haque fois que des difficultés ont été rencontrées pour faire en sorte que le volume des importations intégrées corresponde exactement à la désignation des produits figurant à l'Annexe de l'ATV, les corrections techniques nécessaires ont été faites et mises en œuvre par la Communauté européenne". L'OSpT avait aussi confirmé que les prescriptions pour les deuxième et troisième étapes avaient été satisfaites. Ainsi que l'avait clairement établi l'OSpT, le choix des produits était laissé à l'entière discrétion des Membres et pour la troisième étape de l'intégration, la CE avait inclus 37 contingents maintenus à l'égard de Membres existants de l'OMC qui comprenaient des catégories de vêtements telles que des anoraks, des pyjamas, des chemises de nuit, des jupes, des vêtements pour bébés et des survêtements. En outre, les partenaires commerciaux de la CE utilisaient très fortement un très grand nombre de ces contingents. En réponse aux observations formulées au sujet de l'intégration partielle, la CE avait intégré des catégories complètes de produits de manière totalement transparente, tel qu'indiqué au paragraphe 104 du rapport de l'OSpT. De même, la majoration d'une année sur l'autre des coefficients de croissance au cours de la troisième étape serait considérablement plus élevée. Dans l'ensemble, le programme d'intégration de la CE n'était pas dépourvu de teneur économique et ne visait pas que des produits à moindre valeur ajoutée. Ainsi que cela avait été confirmé à plusieurs reprises, la CE s'était acquittée de ses obligations en matière d'intégration et elle était résolue à poursuivre la libéralisation; elle avait présenté une offre pour engager des discussions en vue d'aller, si possible, au-delà de ces obligations, mais cela ne signifiait aucunement qu'elle subordonnait l'intégration à des concessions de quelque sorte.

58. Le représentant de l'Australie a indiqué que son pays avait pleinement intégré le commerce des textiles et des vêtements dans le cadre du GATT de 1994. Il a demandé des éclaircissements au

sujet d'une question qui avait été soulevée précédemment. Il avait entendu certains Membres proposer que le Conseil fasse porter ses travaux sur ce que l'examen devrait faire, recommander ou décider, telle que la suggestion concernant les notifications futures selon laquelle la communication de renseignements additionnels devrait être obligatoire. D'autres intervenants avaient formulé des observations sur les différences d'interprétation de l'Accord, au niveau tant de sa lettre que de son esprit, tandis que certains autres avaient rappelé la négociation antérieure des buts, résultats et attentes, lesquels différaient des perceptions qu'en avaient d'autres Membres. Il avait aussi été question des prescriptions de la Convention de Vienne sur le droit des traités pour l'interprétation de l'Accord. Cela étant, il a voulu savoir si, à la suite de l'examen en cours, les Membres s'attendaient que le Conseil parvienne à une interprétation convenue des prescriptions de l'Accord ou qu'il examine les décisions prises par rapport à l'Accord et en rende compte.

59. Le représentant de l'Inde a donné son avis sur cette question et déclaré qu'il fallait évaluer en contexte les mesures prises par les pays développés. Ce contexte avait trait en partie à l'interprétation collective de l'Accord, laquelle pouvait donner lieu à des divergences de vues. Par contre, nul n'avait contesté les faits et les chiffres qui avaient été présentés; or, cela n'avait rien à voir avec l'interprétation. Quelle que soit l'interprétation des dispositions particulières de l'ATV, la majeure partie des contingents demeurait en place, et les produits qui avaient une véritable valeur commerciale n'avaient toujours pas été intégrés; il s'agissait de faits qui ne pouvaient pas être contestés.

60. Le représentant du Pakistan a souligné l'importance que revêtait l'examen majeur pour la plupart des pays en développement, en particulier ceux pour qui les exportations de textiles et de vêtements présentaient un intérêt. L'élément central de l'ATV était le mécanisme au moyen duquel les Membres réaliseraient l'intégration de ce secteur dans le cadre des règles du GATT. Par ailleurs, le caractère progressif de l'intégration était explicitement mentionné dans le libellé du préambule de l'ATV. Le processus d'intégration avait pour contexte les restrictions quantitatives maintenues avant l'entrée en vigueur de l'ATV et le retrait progressif de ces mêmes restrictions de manière à assujettir le secteur aux règles normales du GATT de 1994. Le caractère progressif de la mise en œuvre du processus d'intégration ne ressortait pas clairement des programmes d'intégration présentés par les pays qui maintenaient des restrictions, ainsi que le montrait le rapport de l'OSpT. Même après la mise en œuvre de la troisième étape, 701 des 757 contingents maintenus au total par un grand partenaire commercial demeureraient en place, tout comme ce serait le cas pour 164 environ des 219 contingents maintenus dans l'ensemble par un autre grand partenaire commercial. Le Pakistan était d'avis que la mise en œuvre des programmes d'intégration n'avait été que de pure forme et visait simplement à s'acquitter des prescriptions techniques de l'ATV. À cet égard, l'intervenant tenait à ce que dans le cadre de l'examen global en cours, le CCM prenne en compte l'objectif de l'ATV et analyse les programmes d'intégration dans le contexte de cet objectif qui, de son point de vue, n'avait pas été atteint par les programmes d'intégration. Dans les faits, la mise en œuvre de ces programmes n'avait pas permis de satisfaire aux prescriptions de l'ATV, si ce n'était peut-être du point de vue technique. Le CCM devrait procéder à une évaluation et se prononcer en conséquence sur cette question.

ii) Augmentations des coefficients de croissance des contingents

61. Le Président a proposé que le Conseil aborde le deuxième tiret, à savoir les augmentations des coefficients de croissance des contingents. Il a rappelé qu'en vertu de l'article 2:14, les Membres étaient tenus au cours de la deuxième étape d'augmenter de 25 pour cent les coefficients de croissance annuelle des restrictions restantes.

62. Le représentant de l'Uruguay a indiqué qu'au paragraphe 244 de son rapport, l'OSpT reconnaissait que "[l']ATV a pour objet de permettre une transition progressive d'une situation initiale caractérisée par un vaste réseau de restrictions commerciales vers une autre situation où seules les règles et disciplines du GATT de 1994 sont d'application. Cela implique l'élimination de toutes les restrictions maintenues au titre de l'AMF ...". Par conséquent, même si l'ATV prévoyait des

augmentations des coefficients de croissance des contingents pendant la période transitoire, ces augmentations ne pouvaient pas servir de substitut à l'intégration des produits pertinents. Lors du premier examen majeur, les pays importateurs avaient affirmé que, par suite de l'application des coefficients de croissance des contingents prévus par l'ATV, les contingents ne représenteraient plus de véritables restrictions. Le bilan réel de la mise en œuvre de l'ATV s'était toutefois avéré différent. D'une part, les coefficients de croissance des contingents n'avaient pas permis des augmentations significatives de l'accès, et certainement pas en rapport avec la progression de la demande ou avec les attentes des Membres. C'était ce que révélait le fait que le nombre de contingents pour lesquels les échanges réels avaient dépassé les plafonds des contingents n'avait pas très sensiblement diminué. Il a dit que le tableau 7 du document G/C/W/325 portait sur cette question. Pour ce qui était des arguments selon lesquels les coefficients de croissance des contingents avaient sensiblement amélioré l'accès aux marchés pour les pays en développement, les membres du BITV estimaient que, sur la base de la moyenne des coefficients de croissance pendant la période antérieure à l'ATV, l'augmentation moyenne de l'accès au cours des deux premières étapes de la mise en œuvre de l'ATV n'avait été que de 0,73 pour cent par année dans la CE, de 1,03 pour cent aux États-Unis et de 1,22 pour cent au Canada – le tableau 5 du document susmentionné traitait de cet aspect. C'était ce qui s'était produit parce que les coefficients de croissance moyens antérieurs à l'ATV étaient bien inférieurs à 6 pour cent, contrairement à ce qu'avaient allégué les pays qui maintenaient des restrictions. Même si l'on utilisait les coefficients de croissance de 6 pour cent ou plus, il n'en demeurerait pas moins que les coefficients moyens antérieurs à l'ATV étaient de 3,44 pour cent dans la CE, de 4,61 pour cent aux États-Unis et de 5,26 pour cent au Canada; d'où le faible niveau des augmentations annuelles de l'accès global. Ainsi que l'avait déclaré l'OSpT dans son rapport, les augmentations de l'accès ne pouvaient pas être perçues comme un substitut de l'intégration pleine et effective des produits concernés. Il était également évident que les contingents continuaient d'avoir une incidence.

63. Le représentant du Canada convenait avec l'Uruguay que les coefficients de croissance n'étaient pas un substitut de l'intégration – la période transitoire prévue par l'ATV comprenait deux composantes qui fonctionnaient de concert. La première composante était l'intégration et c'était grâce à ce processus que les contingents étaient éliminés soit complètement soit partiellement et que l'accès aux marchés s'était accru. La deuxième composante était l'augmentation des coefficients de croissance. Il a dit que des coefficients de croissance étaient prévus au titre de l'AMF avant l'entrée en vigueur de l'ATV et qu'il n'y aurait donc pas lieu d'alléguer que les coefficients de croissance en vigueur étaient le produit de l'ATV. Aux termes de l'ATV, ces coefficients de croissance avaient toutefois été augmentés, entraînant un élargissement des possibilités d'accès aux marchés. Il a rappelé que lors du premier examen, les Membres exportateurs avaient souligné le fait que les augmentations des niveaux des contingents associées aux dispositions relatives à la croissance étaient "marginales" ou "minuscules". Il a repris l'argument avancé à l'époque, à savoir que ce qui importait c'était l'effet cumulatif dans le temps. Même avec un coefficient de croissance de 6 pour cent, ce qui était le cas pour la plupart des coefficients de croissance du Canada, et même si la moyenne pondérée de 5,26 pour cent était exacte, il fallait reconnaître que, dans certains cas, les pays avaient "d'emblée" consenti de gros efforts en échange de coefficients de croissance plus faibles. Au Canada, toutefois, le coefficient de croissance le plus courant était de 6 pour cent.

64. Il a en outre indiqué que pour ce qui était de l'effet cumulatif, sans l'ATV et en supposant au départ un contingent de 1 000 unités en 1994 auquel s'appliquait un coefficient de croissance de 6 pour cent pendant toute la période, le niveau pour 2002 serait de 1 594, soit une hausse de 59 pour cent. Avec la majoration des coefficients de croissance, le contingent serait de 1 898 unités, soit en fait un contingent de 19 pour cent environ plus élevé et ces augmentations se poursuivraient jusqu'à la fin de la période transitoire. C'était pour cela que, dans une intervention antérieure, le Canada s'était attaché au fait que les importations en provenance des pays en développement, y compris celles soumises à restrictions, augmentaient fortement; et cette évolution se faisant alors que le marché croissait lentement. Au Canada, au cours des cinq dernières années, le marché avait crû en moyenne de moins

de 1,5 pour cent par année – soit au total de quelque 11 pour cent depuis le début de l'ATV. En conclusion, il a dit que les augmentations des coefficients de croissance faisaient intégralement partie du processus d'ajustement et qu'elles avaient contribué à l'ajustement sur le marché canadien, constituant de ce fait un élément de l'ensemble du processus de transition dans le cadre de l'ATV. En résumé, il fallait considérer la majoration des coefficients de croissance dans le contexte de tous les autres aspects de l'ATV, y compris de l'ajustement industriel. Concernant l'observation selon laquelle le poids des contingents continuait de se faire sentir, il a dit que les contingents avaient pour objet de limiter le niveau des importations. Il n'était donc pas logique de soutenir que les dispositions relatives à la majoration des coefficients de croissance n'avaient pas fonctionné parce que le poids des contingents continuait de se faire sentir. Les dispositions relatives à la majoration des coefficients de croissance avaient en fait relevé le niveau des importations à partir duquel le poids des contingents commençait à se faire sentir, et elles avaient permis des augmentations des importations qui dépassaient les niveaux auparavant admissibles.

65. Le représentant de l'Inde a dit qu'il était vrai qu'en cas de difficultés avec un quelconque grand partenaire commercial, les Membres concernés pouvaient engager une procédure de règlement des différends. Ils pouvaient se prévaloir de ce mécanisme, mais à son avis, les membres du BITV cherchaient à montrer qu'il existait une obligation fondamentale, qui consistait à assurer la surveillance de la mise en œuvre de l'Accord, et qu'à la lumière de l'examen, le CCM était habilité, en vertu de l'article 8:12 de l'ATV, à prendre toute décision qu'il jugerait appropriée pour faire en sorte que l'équilibre des droits et obligations qu'établissait l'Accord ne soit pas compromis. Il alléguait que l'équilibre des droits et obligations avait été compromis et les membres du BITV demandaient au CCM de prendre les décisions qui, selon eux, s'imposaient au titre des divers points de l'ordre du jour. Leur demande faisait suite à une observation formulée précédemment par les États-Unis. Il ne jugeait pas utile de parler de l'historique des négociations. Il se rangeait à l'avis de ceux qui avaient dit qu'il pouvait y avoir différentes interprétations du même accord. Cela ne s'appliquait pas nécessairement et uniquement à l'ATV. Il ne croyait pas que la démarche avait pour but de parvenir à une interprétation convenue d'un commun accord. Mais la préoccupation première était que les Membres ne pouvaient nier que le CCM avait pour responsabilité de prendre les décisions qu'il jugeait appropriées pour faire en sorte que l'équilibre des droits et obligations ne soit pas compromis. Et lorsqu'un groupe de pays disait que l'équilibre était compromis, il incombait au moins à l'autre partie de réfuter cette affirmation.

66. Le représentant de l'Inde appuyait la déclaration faite par l'Uruguay et il a fait valoir que la croissance des contingents n'était pas un substitut de l'intégration. Il a aussi appelé l'attention sur le fait que le poids des contingents continuait à se faire sentir, ainsi que l'indiquait le tableau 7 du document présenté par les membres du BITV. À titre d'illustration, il a donné l'exemple de l'Inde et des résultats qu'elle avait obtenus sur le marché américain. Entre 1990 et 1994, soit au cours de la période antérieure à l'ATV, le coefficient de croissance avait été, en termes de valeur des importations, de 17,67 pour cent. Entre 1994 et 2000, soit au cours de la période postérieure à l'ATV, le coefficient de croissance annuelle s'était établi à 10,32 pour cent. En fait, le coefficient de croissance annuelle de l'Inde avait ralenti par rapport à la période antérieure à l'ATV. De la même manière, sur le marché de la Communauté, les chiffres étaient pires, ce qui pouvait être attribuable à d'autres facteurs, mais entre 1990 et 1994, la valeur des exportations de l'Inde à destination de la CE avait crû de 11 pour cent par année. Au cours de la période de 1995 à 2000, elle avait baissé de 0,8 pour cent par année. Ces chiffres se passaient d'explications quant au fonctionnement des dispositions de l'ATV relatives à la majoration des coefficients de croissance. Ils trompaient les attentes que les pays en développement avaient placées dans l'Accord. Les pays en développement s'attendaient à obtenir des avantages concrets de coefficients de croissance annuelle.

67. Le porte-parole de la Communauté européenne a indiqué que les dispositions relatives à la majoration des coefficients de croissance faisaient intégralement partie du processus qui devait déboucher sur la pleine intégration du secteur dans le cadre du GATT de 1994 le 1^{er} janvier 2005. Il

convenait que les augmentations des coefficients de croissance n'étaient pas un substitut de l'intégration, car l'un et l'autre s'excluaient mutuellement. Cependant, comme l'Accord prévoyait que seulement 50 pour cent environ des produits seraient au plus intégrés à la fin de la période, les augmentations des coefficients de croissance faisaient clairement partie d'un processus destiné à faciliter une transition harmonieuse. Concernant les tableaux présentés par les membres du BITV, il a relevé que d'après le tableau 7, le nombre de contingents pour lesquels les importations étaient supérieures aux plafonds semblait être tombé de 41 à 32 sur une période d'un an. Il a donc voulu savoir si cela signifiait que la majoration des coefficients de croissance fonctionnait car le tableau 7 indiquait le contraire pour les autres Membres de l'OMC. Au sujet de l'affirmation des membres du BITV selon laquelle ces dispositions n'avaient pas atténué les effets restrictifs des contingents, il a fait remarquer que la part des marchandises contingentées et importées sur le marché communautaire avait augmenté en valeur dans le contexte d'un marché généralement en expansion. De même, d'après le tableau figurant au paragraphe 330 du rapport de l'OSpT, on constatait qu'un coefficient de croissance qui s'établissait à 3 pour cent au moment de l'entrée en vigueur de l'Accord atteindrait 5,52 pour cent pendant la troisième étape, ce qui équivalait à une augmentation cumulative d'une année sur l'autre de 2,52 pour cent. La CE était d'avis que, dans l'ensemble, les dispositions relatives à la majoration des coefficients de croissance contribuaient positivement au processus de transition.

68. Le représentant des États-Unis a formulé des observations sur le document présenté par les membres du BITV et plus particulièrement sur la déclaration selon laquelle le coefficient de croissance moyenne des contingents de textiles américains était de l'ordre de 4,5 pour cent. Il a dit que ce chiffre dissimulait le fait que les Membres pouvaient dans le fond être regroupés en catégories. Certains Membres bénéficiaient de contingents très importants; il s'agissait des pays exportateurs dont les revenus étaient relativement élevés et avec lesquels il avait fondamentalement été convenu dans des accords bilatéraux qu'ils disposeraient de contingents relativement élevés en échange de coefficients de croissance relativement faibles. Les données les concernant faisaient baisser la moyenne générale. Pour la grande majorité des pays soumis à restrictions sur le marché américain, le coefficient de croissance des catégories était de 6 pour cent ou plus, de sorte que si l'on calculait la croissance accélérée à partir de ces coefficients relativement plus élevés, l'effet serait sensiblement plus prononcé. Par conséquent, considérée isolément, la moyenne dissimulait les résultats réellement obtenus par la plupart des pays soumis à restrictions, du moins sur le marché américain. L'intervenant estimait aussi que l'on cherchait continuellement à montrer que les données sur la majoration des coefficients de croissance étaient fondamentalement dénuées de sens. Il a fait valoir que l'on ne s'était jamais attendu au moment de la négociation de l'Accord que les dispositions relatives à la majoration des coefficients de croissance permettraient en soi de réaliser l'objectif de l'ATV, à savoir la réintégration harmonieuse des textiles dans le cadre du GATT de 1994 d'ici à la fin de 2004. Les coefficients de croissance initiaux, qui avaient servi de base et auxquels avaient été ajoutés les facteurs de majoration, représentaient un élément important. Au moment où l'Accord avait été négocié, les États-Unis s'attendaient qu'à l'issue d'une période de dix ans, le processus atteindrait un point où la réintégration pourrait se faire de façon harmonieuse, et les coefficients de croissance ainsi que les facteurs de majoration avaient pour l'essentiel été conçus à cette fin.

- iii) Article 2:1 – Notification des restrictions quantitatives
Article 2:4 – Aucune nouvelle restriction sauf en application de l'ATV ou du GATT de 1994

69. Le Président a abordé le sujet suivant, à savoir l'article 2:1 – Notification des restrictions quantitatives. Il a indiqué que l'article 2:1 prescrivait que, pour lancer le processus de transition, les Membres qui maintenaient des restrictions quantitatives au titre de l'AMF devaient notifier toutes les mesures de ce genre en vigueur le jour précédant l'entrée en vigueur de l'ATV. Cette disposition n'a suscité aucun débat. Il a ensuite abordé le sujet suivant, à savoir l'article 2:4, qui disposait qu'aucune nouvelle restriction ne serait introduite sauf en application des dispositions de l'ATV ou du GATT de 1994.

70. Le représentant de l'Uruguay a déclaré qu'il y avait eu deux cas où les membres du BITV estimaient qu'il n'avait pas été satisfait aux obligations souscrites au titre de l'article 2:4. Dans le premier cas, qui concernait la mise en œuvre d'une union douanière avec la CE, la Turquie avait appliqué des restrictions aux importations de textiles et de vêtements en provenance de tous les pays à l'égard desquels la CE maintenait des contingents. L'OSpT en avait rendu compte aux paragraphes 365, 367 à 369 et 376 à 380 de son rapport général. Il a déclaré que ces restrictions n'avaient pas été notifiées à l'OSpT, ni par la Turquie ni par la CE. L'Inde avait engagé une procédure de règlement des différends et le Groupe spécial et l'Organe d'appel avaient tous deux décidé que les restrictions appliquées par la Turquie violaient l'article 2:4 de l'ATV et qu'elles n'étaient pas justifiées en vertu de l'article XXIV du GATT de 1994. La Turquie avait mis en œuvre les recommandations du Groupe spécial et était arrivée à une solution mutuellement satisfaisante avec l'Inde, tout en maintenant les restrictions appliquées aux autres pays. Ces restrictions violaient également l'article 2:4 de l'ATV. Le deuxième cas concernait la restriction imposée par les États-Unis aux exportations de vêtements de dessous de coton et de fibres synthétiques en provenance de la Turquie. Ni les États-Unis ni la Turquie n'avaient présenté de justification au titre de l'ATV au sujet de cette restriction. Les membres du BITV avaient signalé ce fait à l'OSpT, qui avait examiné la question et avait constaté que l'ATV ne renfermait aucune disposition permettant de justifier l'application de cette restriction. Malgré cela, la restriction demeurait en place. L'intervenant a fait valoir que cette mesure, qui avait été analysée et jugée incompatible, ou qui était à tout le moins non fondée, demeurait en vigueur. L'intégrité de l'Accord s'en ressentait et la non-notification de la mesure empêchait l'OSpT de s'acquitter pleinement de son mandat. On pouvait aussi considérer que la situation entravait la réalisation des objectifs de l'Accord au sens de l'article XXIII du GATT de 1994. Il a souligné que cette situation posait un problème et il était d'avis que le CCM devrait conclure que ces restrictions devaient être abolies.

71. Le représentant de Hong Kong, Chine a rappelé que l'article 2:4 de l'ATV prescrivait qu'aucune nouvelle restriction visant des produits couverts par l'ATV ne pouvait s'appliquer en dehors de l'Accord. À ce propos, il a évoqué une question qui lui posait de sérieuses préoccupations d'ordre systémique et qui concernait la violation des droits des Membres au titre de l'article 2:4. Il s'agissait d'une restriction introduite par les États-Unis à l'égard des importations de vêtements de dessous de coton et de fibres synthétiques en provenance de la Turquie, pour la période du 1^{er} juin 1998 au 31 décembre 2002. Hong Kong, Chine, ainsi que cinq autres Membres de l'OMC, avaient soulevé cette question aux dernières réunions du CCM; les détails du contexte et des arguments étaient reproduits dans le document G/C/W/260/Rev.1. Lorsque la question avait été évoquée au CCM, les deux Membres concernés avaient estimé que le Conseil ne devrait l'aborder que dans le cadre de l'examen majeur en cours. Hong Kong, Chine n'était pas d'accord pour que le CCM attende jusqu'alors, mais à ce stade de l'examen, il valait mieux que ce soit plus tard que jamais. Les faits étaient simples. Cela faisait plus de trois ans qu'une restriction était en vigueur, ainsi que le reconnaissaient les deux parties. Il était allégué que la restriction avait été introduite en application d'une disposition de l'ATV en vertu de laquelle il n'était pas nécessaire de notifier la mesure à l'OSpT; aucune des deux parties n'était toutefois disposée à fournir de quelconques autres renseignements à l'OSpT. Après avoir procédé à un examen détaillé, ce dernier avait conclu que la restriction ne pouvait être justifiée au titre de l'une quelconque des dispositions de l'ATV. À ce jour, les deux parties n'avaient pas été en mesure d'indiquer au titre de quelle disposition de l'ATV la restriction avait été introduite. La mesure avait d'importantes conséquences systémiques pour le fonctionnement de l'ATV; elle créerait des précédents en ce sens que de nouvelles restrictions convenues au niveau bilatéral risquaient de proliférer en dehors de la sauvegarde transitoire de l'ATV. Ce serait un retour de facto aux pires aspects de l'Arrangement multifibres, qui ébranlerait les disciplines du système commercial multilatéral. Par ailleurs, le fait que les parties concernées n'aient pas adressé une notification appropriée à l'Organe et ne lui aient pas transmis les renseignements essentiels à son examen avait nui au fonctionnement efficace de l'OSpT. L'intervenant a rappelé qu'au titre de l'article 8:1, l'OSpT avait le mandat de superviser la mise en œuvre de l'Accord, d'examiner toutes les mesures prises en vertu de l'Accord et leur conformité avec celui-ci, et de prendre les mesures qui lui

incombaient expressément en vertu de l'Accord. Il espérait que les deux Membres concernés présenteraient des justifications détaillées de la mesure, et dans la négative, il reviendrait au CCM de prendre les mesures correctives qui s'imposaient à l'égard d'une mesure dont l'OSpT avait déjà constaté l'incompatibilité avec l'ATV.

72. Le représentant de l'Inde souscrivait aux déclarations faites par l'Uruguay et Hong Kong, Chine. Il a indiqué qu'il était extrêmement préoccupant que de nouvelles restrictions aient été introduites, en plus de celles que l'Accord condamnait, alors qu'elles n'étaient justifiées au titre ni de l'ATV ni du GATT de 1994. Il a appelé l'attention des Membres sur l'article 2:4 qui disposait que les restrictions notifiées au titre du paragraphe 1 seront réputées constituer la totalité des restrictions de ce genre. Il n'y avait pas moyen d'introduire d'autres restrictions, sauf au titre de l'ATV ou des dispositions pertinentes du GATT de 1994. Il s'est dit très sérieusement préoccupé par l'introduction de telles restrictions, qui marquait en fait un retour aux pratiques de l'AMF en vertu desquelles deux Membres pouvaient faire ce qu'ils voulaient. Exposant les attentes de son pays au sujet de l'examen majeur, il a dit qu'il devait y avoir en fin de journée un rapport qui renfermerait des recommandations et des décisions, pour autant que l'examen ne débouche pas sur un exercice futile. L'examen majeur devrait à tout le moins prendre note des diverses préoccupations qui avaient été exprimées. Ainsi que l'avait suggéré Hong Kong, Chine, comme l'OSpT avait constaté que la mesure en question n'était pas conforme, il serait donc logique que le CCM conclue qu'elle n'avait pas lieu de demeurer en vigueur. De même, étant donné les préoccupations d'ordre systémique exprimées par les Membres, le Conseil devait indiquer très clairement que l'introduction d'autres mesures de ce genre ne serait pas acceptable. Il était important d'envoyer le bon signal au sujet de ces aspects des mesures faisant l'objet du débat.

73. Le représentant des États-Unis a dit qu'en ce qui concernait la restriction appliquée par les États-Unis à l'égard des exportations de produits de la catégorie 352/652 en provenance de la Turquie, le gouvernement de son pays affirmait que la restriction en question était compatible avec l'article 4 de l'ATV. L'article 4:2 autorisait l'introduction de modifications aux restrictions appliquées au titre de l'ATV à condition que ces modifications ne rompent pas l'équilibre des droits et obligations résultant de l'Accord. Des modifications, sous forme d'une amélioration de l'accès, avaient été apportées aux restrictions appliquées à l'égard des exportations turques de produits textiles à destination du marché américain. Afin de maintenir l'équilibre des droits et obligations, il avait été convenu d'un commun accord d'appliquer une restriction à l'égard des exportations turques de produits de la catégorie 352/652 conformément à l'article 4:4. Contrairement aux autres dispositions de l'ATV qui exigeaient expressément que soient notifiées à l'OSpT les solutions convenues d'un commun accord, l'article 4 ne renfermait pas une telle disposition en matière de notification.

74. Le porte-parole de la Communauté européenne, relevant qu'il avait été fait mention de l'union douanière entre la CE et la Turquie, a rappelé que la CE n'avait pas été partie à la procédure mentionnée, qui avait opposé l'Inde et la Turquie, mais que la procédure en question avait permis d'arriver à un résultat mutuellement satisfaisant.

75. Le représentant de l'Inde a remercié les États-Unis pour leurs explications concernant la justification au titre de l'article 4, mais il a voulu savoir pourquoi ces explications n'avaient pas été présentées devant l'OSpT. Ces renseignements auraient dû être communiqués à l'OSpT avant de les présenter au CCM; le fait de ne pas les avoir fournis à l'OSpT témoignait d'un manque de transparence et de respect face à l'OSpT. Ce dernier avait à plusieurs reprises demandé davantage de renseignements qui ne lui avaient jamais été transmis. L'intervenant estimait qu'il s'agissait d'une question grave qui devrait être prise en note par les Membres de l'OMC et dans le cadre de l'examen majeur.

76. Le représentant de la Turquie a aussi évoqué l'arrangement de limitation des exportations de produits conclu par la Turquie et les États-Unis et il a dit que les deux parties avaient voulu parvenir à

un accord mutuellement satisfaisant, ainsi que l'avait clairement expliqué la délégation américaine. La Turquie souscrivait à cette explication et elle estimait que le CCM ne devrait pas entrer dans le détail de cette question, mais prendre note des résultats et en tenir compte. Il a aussi expliqué que l'union douanière entre la Turquie et la CE portait sur tous les aspects de la politique commerciale et nécessitait la mise en place d'une politique commerciale commune. Par conséquent, la restriction n'était qu'un élément de cet accord général. Il y avait aussi d'autres mesures de la politique commerciale, telles qu'un abaissement considérable des droits de douane dont la diminution avait atteint jusqu'à 7 pour cent après la conclusion de l'union douanière. Cette baisse avait provoqué une très forte augmentation des exportations de nombreux pays producteurs de textiles vers la Turquie. Bon nombre de délégations s'en félicitaient et avaient pris en considération tous les aspects positifs et négatifs de l'union douanière, et elles appréciaient pleinement les avantages que leur procurait cette union de façon générale. En conséquence, elles n'avaient pas engagé de procédure de règlement des différends ni aucune autre procédure. Cependant, dans le cas de certains pays, seuls certains aspects de l'union douanière avaient été pris en considération alors que les autres avantages en résultant pour eux avaient été négligés. Cela pourrait induire le CCM en erreur et c'était pourquoi l'intervenant a demandé aux Membres d'évaluer à la fois l'aspect avantages et l'aspect contingent de l'accord global.

77. Le représentant de l'Inde s'est reporté au paragraphe 493 du rapport de l'OSpT où l'article 4, contrairement à ce qu'alléguaient les États-Unis au sujet de la restriction EU/Turquie, était clairement écarté comme justification possible. Il a dit que dans son rapport, l'OSpT avait très clairement montré au paragraphe 493 qu'"[u]ne interprétation selon laquelle l'introduction d'une nouvelle restriction, au sens de l'article 2:4, pouvait être convenue conformément à l'article 4:4 à titre d'ajustement visant à équilibrer d'éventuelles améliorations dans la mise en œuvre ou l'administration des restrictions maintenues au titre de l'article 2 n'était pas compatible avec l'intention des rédacteurs de l'ATV, car l'article 4 concernait la mise en œuvre ou l'administration des restrictions visées à l'article 2 ou appliquées au titre de l'article 6".

78. Le représentant de l'Uruguay a conclu le débat en indiquant que dans deux cas au moins, il avait été constaté que les mesures prises étaient incompatibles ou à tout le moins non justifiées au titre de l'ATV et qu'elles étaient pourtant demeurées en place. Il avait été constaté aux termes d'une procédure de règlement des différends ou d'une procédure engagée devant l'OSpT que les mesures n'étaient pas conformes, et elles étaient pourtant restées en vigueur, et les membres du BITV voudraient que le CCM recommande qu'il soit mis fin à cette situation.

iv) Article 2:10 – Intégration anticipée

79. Le Président a ensuite présenté le cinquième tiret, à savoir l'article 2:10, qui concernait l'intégration anticipée des produits. L'article en question disposait qu'aucune disposition de l'Accord n'empêcherait les Membres d'intégrer des produits plus tôt que prévu dans leurs programmes d'intégration.

80. Le représentant de l'Uruguay estimait que l'article 2:10 était destiné à encourager les Membres à intégrer plus de produits que les pourcentages minimums prescrits et il avait été inclus dans l'Accord parce que la gamme de produits visés par l'ATV avait été élargie pour y englober un grand nombre de produits qui n'avaient jamais été soumis à des restrictions contingentaires. Il croyait savoir que dans le cas de la CE ces produits représentaient quelque 42 pour cent des importations totales; aux États-Unis, il s'agissait de 40 pour cent environ des importations totales. Ces produits comprenaient des filaments de fibres synthétiques, des fibres discontinues, de la ouatine, des tapis, des sacs et sachets, des articles de jute et d'autres fibres végétales, et une foule de produits non inclus dans l'un quelconque des chapitres sur les textiles et les vêtements relevant de la section XI du Système harmonisé de classification. Il a rappelé que lors du premier examen majeur de la mise en œuvre de l'ATV, le CCM avait encouragé les Membres à se prévaloir de la disposition de l'article 2:10 relative à l'intégration anticipée. Le CCM avait aussi fait valoir combien il était important qu'il supervise et

évalue régulièrement les progrès du fonctionnement de l'ATV. Au regard de ces faits, il s'est dit préoccupé de constater qu'au paragraphe 78 de son rapport, l'OSpT indiquait que depuis le début de la mise en œuvre de la deuxième étape du processus d'intégration, aucune notification n'avait été présentée au titre de l'article 2:10. Il était évident que les Membres qui maintenaient des restrictions n'avaient pas jugé bon de tenir compte de l'encouragement précédent du CCM; ils avaient plutôt continué de mettre en œuvre le processus d'intégration en satisfaisant simplement aux prescriptions techniques minimales. Il a rappelé avoir déjà fait valoir, dans le cadre du débat sur les programmes d'intégration, qu'une telle approche technique ne pouvait pas être conforme à l'objet et au but de l'ATV, qui étaient l'élimination progressive des contingents.

81. Le représentant de l'Inde souscrivait aux observations formulées par l'Uruguay, et il a ajouté que l'article 2:10 était demeurée lettre morte même si dans le rapport du premier examen majeur, en février 1998, les Membres de l'OMC avaient été encouragés à l'appliquer. Personne ne s'était prévalu de cet article et par la suite, dans son rapport, l'OSpT avait aussi invité les Membres à le faire. Il a proposé que le rapport du deuxième examen majeur utilise une formulation plus musclée. Il était d'avis que cette disposition avait été incluse dans l'ATV pour que les Membres qui maintenaient des restrictions s'en prévalent, sinon elle serait superflue et n'aurait aucun sens, et les rédacteurs de l'Accord n'auraient eu aucune raison de l'y inclure. Il a souligné que les pays développés Membres qui maintenaient des restrictions devaient se prévaloir de l'article 2:10 et il coopérerait avec les autres Membres pour mettre au point un libellé en ce sens qui pourrait être repris dans le rapport. Il s'agissait d'une disposition importante, mais il fallait que les pays développés Membres qui maintenaient des restrictions s'en prévalent pour introduire un certain élément d'équilibre.

82. Le représentant du Canada estimait qu'il y avait moyen de trouver un libellé approprié qui rende compte de cette situation dans le rapport, mais ce libellé devrait indiquer qu'il s'agissait d'une clause d'habilitation, d'une clause facultative. À ce titre, il ne s'agissait pas d'une clause obligatoire et il appartenait aux divers Membres, et pas seulement à certains d'entre eux, de l'appliquer s'ils le jugeaient approprié dans les circonstances qui leur étaient propres.

83. Le représentant des États-Unis a dit que l'expression "[a]ucune disposition du présent accord n'empêchera" ne pouvait pas être interprétée comme imposant une obligation. Toute tentative visant à lui conférer un caractère obligatoire reviendrait à reformuler l'Accord, ce qui n'était pas la fonction de l'examen en cours. Dans le cas des États-Unis, il existait une législation qui ne le permettrait tout simplement pas, de sorte qu'il n'était pas possible de convenir d'une formulation qui transformerait cet article en obligation.

84. Le porte-parole de la CE a souscrit au point de vue des États-Unis, et il a déclaré que cette disposition constituait clairement une option et qu'elle ne pouvait pas être transformée en une obligation.

v) Article 2:15 – Élimination des restrictions

85. Le Président a proposé que le Conseil se penche sur le sixième tiret, qui concernait l'élimination des restrictions aux termes des dispositions de l'article 2:15. Ce dernier disposait qu'aucune disposition de l'ATV n'empêcherait un Membre d'éliminer une restriction maintenue au titre de l'article 2, sous réserve de certaines prescriptions en matière de notification.

86. Le représentant de l'Uruguay a rappelé que la deuxième phrase de l'article 2:15 disposait que "[l]orsqu'il envisagera d'éliminer des restrictions conformément à ce qui est prévu dans le présent paragraphe, le Membre concerné tiendra compte du traitement accordé aux exportations similaires d'autres Membres". Cette disposition était destinée à accorder un traitement équitable à tous les Membres qui maintenaient des restrictions. La Norvège s'était prévaluée de l'article 2:15 pour éliminer toutes ses restrictions. Le Canada avait aussi éliminé quelques-unes des restrictions qu'il maintenait

avec effet à compter du mois de juillet 1997 et les deux pays avaient appliqué l'article 2:15 pour éliminer les restrictions pertinentes appliquées à l'égard de tous les Membres soumis à restrictions. Les États-Unis avaient éliminé plusieurs restrictions auxquelles était soumise la Roumanie. Ils ne l'avaient toutefois pas fait pour les restrictions applicables aux mêmes produits qui visaient d'autres Membres de l'OMC. Les États-Unis n'avaient pas non plus indiqué s'ils avaient tenu compte du traitement accordé aux exportations des autres Membres, ainsi que le prescrivait l'article 2:15. Dans son rapport, l'OSpT avait déclaré que la dernière phrase de l'article 2:15 énonçait sans ambiguïté une obligation. Cette déclaration figurait aux paragraphes 331 et 332 du rapport de l'OSpT, et l'intervenant était d'avis que le CCM devrait l'inclure dans son rapport.

87. Le représentant des États-Unis a déclaré que le libellé de l'article 2:15 disposait clairement qu'une restriction maintenue au titre dudit article pouvait être éliminée. Le libellé en question n'affirmait toutefois pas qu'il fallait l'éliminer sur une base NPF. Le maintien de restrictions contingentaires n'avait, par définition, rien à voir avec le traitement NPF. Les États-Unis ne maintenaient pas de restrictions d'application universelle concernant les catégories de textiles; ils en maintenaient par pays. L'article 2:15 disposait en outre que les exportations similaires d'autres Membres devraient être prises en compte pour appliquer ce paragraphe. Les États-Unis avaient tenu compte des intérêts des autres Membres lorsqu'ils avaient pris cette mesure. Les restrictions qui avaient été éliminées étaient de si faible portée et tellement sous-utilisées que les États-Unis jugeaient impossible que d'autres Membres puissent se ressentir de leur élimination. L'intervenant ne croyait pas que les Membres exportateurs avaient justifié leur position. Si l'on avait effectué une analyse des restrictions éliminées et que cette analyse avait indiqué de quelle manière d'autres Membres s'étaient ressentis de cette élimination, il y aurait peut-être eu matière à débat. En l'absence d'une telle analyse, il fallait considérer que l'affirmation selon laquelle cette mesure pourrait avoir affecté négativement les intérêts des autres Membres exportateurs était sans fondement.

88. Le représentant de Hong Kong, Chine souscrivait à la déclaration faite par l'Uruguay au sujet de son interprétation de la dernière phrase de l'article 2:15 et il convenait que ledit article était aussi une disposition d'habilitation. Sans cette disposition et d'autres dispositions similaires, telles que l'article 2:10, l'ATV aurait été trop rigide et trop mécanique. Les dispositions telles que celles de l'article 2:15 prouvaient que lorsqu'ils avaient prescrit les pourcentages minimums à intégrer à chaque étape, les rédacteurs de l'ATV étaient conscients que ces minimums ne répondaient pas, en soi, à l'objet et aux buts de l'ATV, qui étaient l'intégration progressive. L'intégration au titre de l'ATV telle qu'elle était notifiée n'avait pas été suffisamment progressive; par conséquent, le CCM devrait instamment recommander un recours accru aux dispositions d'habilitation, telles que l'article 2:10 et 2:15, pour que l'intégration soit plus progressive et plus significative.

89. Le représentant du Canada a fait valoir que l'article 2:15 était optionnel; il n'empêchait que le Canada y avait eu recours à plus d'une reprise. Il s'en était prévalu le 1^{er} janvier 1998 lorsque les restrictions concernant certaines catégories de contingents avaient été partiellement éliminées, et à l'exception de deux pays, les niveaux des contingents n'avaient pas été réduits. Pour ce qui était des dispositions générales de l'article, y compris sa dernière phrase, il convenait qu'afin de déterminer qu'il n'avait pas été tenu compte des intérêts d'autres Membres, il faudrait effectuer une analyse pour montrer que ces intérêts étaient affectés négativement.

90. Le représentant de l'Inde a répété les observations formulées par l'Uruguay, à savoir que dans son rapport, à la dernière phrase du paragraphe 332, l'OSpT déclarait que l'article 2:15 énonçait sans ambiguïté l'obligation selon laquelle, lorsqu'il envisagerait de prendre des mesures au titre dudit article, le Membre concerné tiendrait compte du traitement accordé aux exportations similaires. Il était inique que les États-Unis et le Canada disent tous deux qu'il incombait aux Membres de prouver que le Membre concerné avait appliqué la prescription voulant qu'il soit tenu compte des intérêts des autres Membres ou du traitement accordé à des exportations similaires de ces autres Membres. Même s'il s'agissait d'une disposition d'habilitation, les Membres concernés devaient en l'occurrence être

celui qui éliminait la restriction et celui qui en bénéficiait. Aucune autre interprétation n'était envisageable. On pouvait l'énoncer dans une disposition d'habilitation et c'était une obligation de le faire. Sinon, il n'aurait pas été satisfait à l'obligation.

91. Le porte-parole du Brésil a dit que le débat, ainsi que l'avait indiqué l'OSpT dans son rapport, devrait porter sur la manière de rendre opérationnelle une obligation non ambiguë, et non pas une possibilité, qui consistait en l'occurrence à tenir compte du traitement accordé aux exportations similaires d'autres Membres. Il convenait comme l'Inde qu'il incombait au pays qui maintenait la restriction de prouver qu'il s'était vraiment conformé à cette disposition.

92. Le porte-parole de la Communauté européenne était d'avis que l'article 2:15 était une option et il a fait remarquer que l'OSpT avait jugé que cette disposition faisait exception au traitement NPF, et qu'elle n'encourageait pas les Membres à procéder de manière sélective à l'élimination des restrictions. L'OSpT s'était attaché à la question de procédure. Il a rappelé que la dernière phrase de l'article 2:15 disposait que les Membres concernés devaient tenir compte du traitement accordé aux exportations similaires d'autres Membres, et il a dit qu'il croyait savoir que le souci premier de l'OSpT avait été d'affirmer qu'il n'y avait pas de prescription en matière de notification; l'Organe avait toutefois recommandé que les Membres fournissent certains détails qu'il pourrait examiner. Dans l'ensemble toutefois, cette disposition constituait clairement une option et elle devrait fonctionner à l'intérieur de ces paramètres. On avait avancé qu'il s'agissait d'une question d'équité, et à ce propos, il a rappelé le livre publié par le BITV et intitulé "The Drafting History of the Agreement on Textiles and Clothing" (historique de l'élaboration de l'Accord sur les textiles et les vêtements). Il a indiqué que cette question avait été examinée par les auteurs de l'ouvrage et qu'ils avaient conclu qu'à leur avis on ne pouvait étendre le concept d'équité pour faire valoir que si une restriction applicable à un produit était éliminée, le Membre maintenant la restriction devrait aussi éliminer toutes les restrictions frappant ce même produit et ce, quelles que soient les circonstances. Dans cette situation, il semblait que dans le rapport de l'OSpT, la discussion avait davantage porté sur la meilleure façon de considérer la disposition en question sur le plan de la transparence.

93. Le représentant du Canada partageait l'avis de la CE au sujet de la signification à donner au rapport de l'OSpT. Relevant l'argument des États-Unis selon lequel il avait été tenu compte du fait que les niveaux des contingents étaient faibles et sous-utilisés, il a dit que la décision prise par le Canada n'avait pas eu d'incidence; si d'autres Membres tenaient à soutenir le contraire, ce serait à eux d'effectuer l'analyse.

vi) Articles 2:11 et 2:17 – Dispositions administratives

94. Le Président a ensuite ouvert la discussion sur le dernier tiret du thème de l'intégration qui portait sur l'article 2:11 et 2:17. Il a indiqué que l'article 2:11 concernait l'obligation de notifier les programmes d'intégration 12 mois avant qu'ils ne prennent effet, tandis que l'article 2:17 concernait les dispositions administratives convenues entre les Membres en rapport avec la mise en œuvre de l'article 2.

95. Le représentant de l'Uruguay a déclaré qu'à ce sujet, les membres du BITV s'étaient dits préoccupés du fait que les États-Unis n'avaient pas notifié l'élimination des dispositions en matière de visa pour les produits devant être intégrés au cours de la troisième étape; les notifications concernant la troisième étape étaient requises depuis la fin de l'année précédente. Il a fait remarquer que les États-Unis avaient notifié leur programme; ils n'avaient toutefois pas notifié en même temps qu'ils aboliraient les obligations de visa concernant ces produits. L'intervenant estimait que ce défaut de notification constituait une violation de l'ATV, en particulier de l'article 2:11. Il semblerait également qu'il soit incompatible avec l'obligation concernant l'intégration complète et fidèle des produits dans le cadre de l'ATV. Il a dit qu'en vertu de l'article 2:11, les programmes d'intégration respectifs devaient être notifiés "en détail". En fait, l'article 2:11 reflétait l'article 2:7 qui concernait la notification des

programmes d'intégration pour la première étape. L'article 2:7 disposait que "[t]ous les détails des mesures qui seront prises en vertu [des programmes d'intégration] seront notifiés par les Membres concernés ...". Malgré cela, les pays qui maintenaient des restrictions n'avaient pas indiqué au moment de l'intégration des produits que les dispositions administratives les concernant seraient aussi éliminées. Il semblait que dans son examen des programmes d'intégration, l'OSpT ait négligé ce détail très important.

96. Il a aussi fait valoir, au sujet du paragraphe 77 de la communication des membres du BITV au CCM, que l'obligation de visa était contraire aux règles et disciplines normales du GATT. Les visas étaient des documents exigés en sus des documents d'expédition normaux. Il s'agissait d'une disposition administrative conçue par les États-Unis pour faciliter le contrôle et le suivi des exportations de produits textiles et de vêtements de manière à les maintenir dans les limites quantitatives applicables. Les visas n'étaient pas exigés de tous les pays exportateurs, ils ne l'étaient que de ceux à l'égard desquels s'appliquaient des contingents. Ils étaient donc discriminatoires et contraires au principe NPF inscrit dans le GATT. La délivrance de visas accroissait le coût des opérations commerciales; elle augmentait les frais de traitement des expéditions et des opérations d'exportation. Au paragraphe 85 de son rapport général, l'OSpT avait indiqué que, conformément à l'article 2:17, les dispositions prises en matière de visas avaient été notifiées en tant que mesures administratives. L'intervenant a rappelé que l'article 2:17 prévoyait l'introduction des dispositions administratives jugées nécessaires en rapport avec la mise en œuvre de toute disposition de l'article 2, c'est-à-dire avec la mise en œuvre de restrictions contingentaires. Il s'ensuivait que par suite de l'élimination des restrictions contingentaires, ces dispositions administratives étaient aussi devenues superflues. Au paragraphe 85 de son rapport, l'OSpT avait en outre déclaré que les dispositions en matière de visas ne pouvaient être jugées nécessaires qu'en relation avec la mise en œuvre des restrictions contingentaires appliquées au titre de l'ATV. Il n'avait toutefois pas ajouté que pour se conformer à l'obligation d'intégrer entièrement les produits pertinents, il fallait aussi abolir les prescriptions en matière de visa. En fait, l'obligation de visa n'était nécessaire que pour mettre en œuvre les restrictions contingentaires. Par suite de l'élimination des contingents, les visas étaient devenus inutiles et auraient donc dû être aussi abolis. Sinon, l'intégration ne pourrait pas être considérée pleine et fidèle.

97. Le représentant de l'Uruguay estimait qu'il ne s'agissait pas uniquement d'une question de procédure, mais du plein rétablissement du principe fondamental du traitement non discriminatoire des échanges dans le secteur. Lorsque les États-Unis avaient mis en œuvre leur programme d'intégration pour la deuxième étape, ils n'avaient pas éliminé l'obligation de visa concernant ces produits. Ils avaient annoncé qu'ils continueraient d'exiger des visas des pays exportateurs concernés. Les membres du BITV avaient contesté la décision américaine et ce n'était qu'à ce moment-là que les États-Unis avaient accepté d'éliminer l'obligation de visa. Les membres du BITV s'étaient donc attendus que dans le cas des produits à intégrer au cours de la troisième étape, les États-Unis auraient aussi annoncé la suppression des visas; ils ne l'avaient toujours pas fait. Tant que les États-Unis n'auront pas procédé au retrait des dispositions en matière de visa applicables aux produits intégrés, on ne pourrait considérer qu'ils respectaient leur obligation d'intégrer pleinement et fidèlement les produits concernés. En somme, les États-Unis n'avaient pas notifié l'élimination de l'obligation de visa applicable aux produits à intégrer au cours de la troisième étape, ce qui était une modalité essentielle exigée au titre de l'article 2:11, et le fait qu'ils ne l'avaient toujours pas fait les empêchait de se conformer à l'obligation d'intégrer pleinement et fidèlement les produits pertinents.

98. Le représentant des États-Unis a dit qu'à son avis les dispositions de l'ATV n'exigeaient pas la notification préalable de l'élimination de l'obligation de visa. En fait, les États-Unis menaient des consultations avec les Membres qui étaient touchés par le programme d'intégration de la troisième étape et cette question faisait partie de ces consultations. Ils rendraient compte des résultats de ces consultations à l'OSpT dès qu'elles seraient achevées, avant le 1^{er} janvier 2002.

99. Le porte-parole de la Communauté européenne a déclaré qu'il ne voyait pas la nécessité de notifier l'OSpT que les dispositions administratives communautaires ne s'appliquaient plus parce qu'aux termes de l'article 2:17, les dispositions administratives jugées nécessaires en rapport avec la mise en œuvre de toute disposition dudit article étaient à convenir entre les Membres concernés. Il était présumé que les produits intégrés débordaient le cadre du régime de contingents parce que les contingents allaient être éliminés, ce qui signifiait que les dispositions administratives concernant ces contingents disparaîtraient elles aussi. Il a fait remarquer que les dispositions administratives relatives au régime de contingents de la CE n'avaient pas suscité d'observations et qu'il s'agissait d'un régime très simple de gestion des contingents au moyen de licences d'exportation et d'importation dont le suivi se faisait en grande partie de manière électronique.

100. Le représentant de l'Inde a soulevé une autre question, qui allait au-delà des arguments juridiques, à savoir la question de la sécurité et de la prévisibilité des échanges. Il ne suffisait pas simplement de dire que certains Membres menaient des consultations. La sécurité et la prévisibilité des échanges étaient aussi des aspects importants de l'ATV. Il a proposé que tout en prenant note des préoccupations exprimées, la recommandation qui devrait être faite dans le cadre de l'examen du CCM était qu'il faudrait à tout le moins demander instamment aux États-Unis de retirer dans les meilleurs délais leurs dispositions en matière de visas. Ce type de recommandation serait utile et enverrait aussi les bons signaux.

101. Le représentant du Canada a déclaré qu'il avait suivi la même approche que la CE. En fait, il avait, par courtoisie, informé les Membres que les programmes d'exportation associés aux contingents étaient aussi éliminés, afin que chacun sache qu'ils seraient supprimés en même temps que les contingents.

Utilisation du mécanisme de sauvegarde transitoire (article 6)

102. Après l'examen des tirets et de la question des programmes d'intégration des Membres, le Président a abordé le deuxième thème, à savoir le mécanisme de sauvegarde transitoire (article 6). Il a fait remarquer que ce sujet ne comportait aucun tiret distinct, de sorte que le Conseil aborderait tous les aspects de ces dispositions en même temps.

103. Le représentant de l'Uruguay a indiqué que pendant la deuxième étape du processus de mise en œuvre, il y avait eu une diminution perceptible du nombre de mesures de sauvegarde, en particulier de la part des États-Unis, le seul pays maintenant des restrictions qui avait invoqué l'article 6 de l'ATV. Il a ensuite déclaré que selon lui, à ce stade-ci, la question consistait à déterminer si les mesures de sauvegarde avaient été conformes à l'objet et au but essentiel de l'ATV, à savoir l'intégration du secteur dans le cadre du GATT, y compris la nécessité de faciliter le processus ainsi que le prévoyait l'article 1:5. Il s'est ensuite reporté au tableau 8 de la communication des membres du BITV, qui montrait que les mesures américaines avaient affecté des exportations en provenance de pays en développement d'une valeur supérieure à un milliard de dollars. Il avait été constaté que la grande majorité des mesures américaines n'étaient pas conformes aux obligations contractées par les États-Unis au titre de l'ATV. Il avait été établi qu'aucune des mesures américaines ayant officiellement été contestées devant l'OSpT ou dans le cadre d'une procédure de règlement des différends n'était justifiée. De même, les mesures américaines témoignaient de la tendance des États-Unis à protéger leur branche de production nationale en s'appuyant sur les longues procédures de l'OSpT, de l'Organe de règlement des différends et de l'Organe d'appel.

104. L'intervenant a dit qu'en vertu de l'ATV, une mesure de sauvegarde pouvait être prise pendant une période maximale de trois ans. Il fallait inévitablement compter deux ans environ pour achever les procédures de l'OSpT, des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel, et pendant cette période la branche de production bénéficiait d'une protection déloyale, en particulier lorsqu'il était constaté par la suite que les mesures n'étaient pas valides. Dans les affaires portant sur les restrictions applicables

aux vêtements de dessous originaires du Costa Rica et aux chemises, chemisiers et blouses de laine en provenance de l'Inde, il avait fallu chaque fois deux ans pour mener les procédures à terme. Dans l'affaire la plus récente, qui portait sur les fils de coton originaires du Pakistan, les États-Unis avaient persisté à s'appuyer sur la longue procédure en s'adressant à l'Organe d'appel. Même après que l'Organe d'appel eût confirmé que la mesure violait leurs obligations, les États-Unis n'avaient pas abrogé rapidement la mesure.

105. Le représentant de l'Uruguay a aussi déclaré qu'il était également important de rappeler qu'en plus des prescriptions de fond et de forme, l'article 6 imposait deux conditions essentielles à l'application du mécanisme de sauvegarde transitoire. Il disposait que "[l]e mécanisme de sauvegarde transitoire devrait être appliqué avec la plus grande modération possible, [et] en conformité avec les dispositions du présent article et de la mise en œuvre effective du processus d'intégration résultant du présent accord". Pour l'appliquer "en conformité avec ... la mise en œuvre effective du processus d'intégration", il ne fallait pas entraver le processus d'intégration par le recours à des sauvegardes. Il semblait apparent toutefois que l'application de sauvegardes par les États-Unis n'avait pas été conforme à cette prescription, en particulier du fait qu'il avait été constaté que presque toutes les mesures américaines étaient injustifiées. Les mesures de sauvegarde avaient de graves effets de perturbation. L'incertitude créée sur le marché avait eu des conséquences négatives sur les exportations, l'emploi et l'investissement des Membres exportateurs. L'application de mesures injustifiées avait fait obstacle à la mise en œuvre efficace du processus d'intégration.

106. Il estimait que le CCM devrait faire une recommandation appropriée pour éviter que ne se reproduise la situation à laquelle avaient jusqu'alors donné lieu les mesures américaines. Cela était nécessaire parce que si cette pratique se poursuivait, il serait alors possible que les disciplines de l'article 6 de l'ATV ne puissent effectivement pas être appliquées pendant les trois dernières années de l'Accord. La procédure de règlement des différends pourrait même devenir un mécanisme pour se soustraire aux obligations contractées dans le cadre de l'OMC, parce que la procédure durait deux à trois ans et qu'il ne restait plus que trois ans avant que ne se termine la période transitoire de dix ans.

107. La représentante du Costa Rica a évoqué la question de l'application des sauvegardes tel que mentionné aux paragraphes 115 à 243 du rapport de l'OSpT. Il était important de rappeler que l'ATV stipulait qu'il fallait appliquer ces mesures avec modération dans le but de mettre fin à l'utilisation des contingents. Les mesures de sauvegarde n'avaient toutefois pas été appliquées avec modération au début de la mise en œuvre de l'Accord. Au cours des premières années de l'ATV, il y avait eu 28 affaires concernant des sauvegardes, mais le mouvement avait pris fin par suite des constatations faites par l'ORD qui était parvenu à des conclusions importantes pour ce qui était de démontrer l'existence d'un préjudice grave ou d'une menace réelle de préjudice grave au titre de l'article 6 de l'ATV et même en ce qui concernait l'interprétation que l'OSpT avait donnée des aspects procéduraux. Il était important de mentionner que la plupart des 28 affaires concernant des sauvegardes n'étaient pas justifiées, et n'avaient pas non plus été jugées conformes aux dispositions de l'ATV, et qu'elles avaient affecté des échanges de textiles d'une valeur supérieure à un milliard de dollars. Par la suite, il avait été établi que trois seulement de ces mesures de sauvegarde étaient, en fait, conformes à l'Accord. Il avait été constaté que les autres affaires étaient injustifiées ou qu'elles violaient les dispositions de l'Accord. Dans quelques affaires, des ententes étaient intervenues à la fin de la période de trois ans, qui était la durée maximale pour l'application de ces mesures. Le marché des produits dont l'accès était restreint avait également été affecté, ce qui avait créé un climat négatif et freiné le développement des échanges. L'intervenante a fait remarquer que les sauvegardes avaient été appliquées avec une plus grande modération au cours de la deuxième étape, quoique il avait fallu consigner par écrit la préoccupation de son pays au sujet de l'utilisation abusive des mesures de sauvegarde par le passé afin d'insister pour qu'il soit dûment fait preuve de modération à l'avenir.

108. Le représentant de Hong Kong, Chine a dit que l'OSpT avait indiqué qu'il y avait eu une forte diminution du recours à l'article 6 à compter du début de l'année 2000 ; il était à espérer que

l'observation n'était pas prématurée. Ainsi que l'avait mentionné l'Uruguay, les mesures de sauvegarde avaient eu de graves effets de perturbation des échanges; les exportations légitimes avaient subi des torts injustifiés. En outre, l'incertitude sur le marché avait eu de sérieuses conséquences pour les exportations, l'emploi et l'investissement des Membres exportateurs. L'application de mesures injustifiées avait fait obstacle à la mise en œuvre efficace du processus d'intégration. Compte tenu de ces facteurs, il n'était donc pas étonnant que l'article 6 dispose que le mécanisme de sauvegarde transitoire devrait être appliqué avec le plus de modération possible, sachant que le but général de l'ATV était l'intégration dans le cadre du GATT de 1994, que l'intégration devrait être progressive, et que la pleine intégration devait se faire d'ici à trois ans seulement. Il s'ensuivait que tout recours à l'article 6 devrait se faire avec encore plus de modération pendant les années restantes de l'ATV, sinon un tel recours irait à l'encontre même du but général de l'ATV.

109. Il a rappelé que dans plusieurs affaires passées, une procédure de règlement des différends avait été engagée au sujet du recours à l'article 6, ce qui avait eu pour conséquence de démontrer clairement qu'il avait été fait un usage abusif dudit article. En raison toutefois de la longueur de la procédure de règlement des différends, les mesures incompatibles avec l'article 6 étaient demeurées en vigueur pendant toute la durée de la période de trois ans prévue au titre de l'ATV. Dorénavant, la situation était telle qu'il ne restait plus que trois ans avant l'expiration de l'ATV et que toute mesure de sauvegarde prise au moment présent pourrait prendre fin en même temps que l'ATV, ce qui ne serait pas compatible avec l'objectif général de l'intégration progressive. Par ailleurs, même si l'application de telles mesures de sauvegarde était tout à fait injustifiée, les résultats passés avaient montré que la procédure de règlement des différends pouvait s'éterniser, de sorte qu'il faudrait attendre la plus grande partie des trois années avant que ces mesures de sauvegarde injustifiées ne prennent fin. Les rédacteurs de l'ATV ne s'étaient pas penchés sur la question de la durée d'application des mesures de sauvegarde à l'approche de la date d'expiration de l'ATV. Il incombait donc au CCM, dans le cadre de l'examen majeur en cours, d'examiner le meilleur moyen de traiter de l'application des mesures de sauvegarde pendant les dernières années de l'ATV.

110. Le représentant de la Corée souscrivait à la déclaration de l'Uruguay. Il s'est dit préoccupé par le recours fréquent au mécanisme de sauvegarde transitoire, qui ne devrait être appliqué que de manière pleinement et rigoureusement conforme aux dispositions pertinentes de l'ATV. En particulier, le recours à l'article 6:11 devait être de portée limitée afin d'éviter de causer aux pays exportateurs un préjudice qui serait inévitable en cas de recours abusif audit article. Il a indiqué que, ces dernières années, la Corée avait constaté un renforcement du rôle joué par l'OSpT pour traiter des mesures appliquées en vertu du mécanisme de sauvegarde transitoire. Il estimait que ce rôle avait permis de rehausser la crédibilité de l'OSpT en tant qu'instance efficace et effective de règlement des différends. Il était d'avis que l'accent mis par l'OSpT sur l'examen des situations du marché était susceptible de faciliter une utilisation plus prudente du mécanisme de sauvegarde transitoire.

111. Le représentant du Guatemala a également soulevé le problème du recours injustifié au mécanisme de sauvegarde transitoire. Les mesures de sauvegarde avaient souvent été appliquées à des fins protectionnistes et pour servir d'obstacle non tarifaire aux exportations originaires des pays en développement. Dans bon nombre de cas, cela avait eu une incidence négative sur les petits fournisseurs. Il estimait que l'article 6 devrait seulement être appliqué, ainsi que le prévoyait l'article 6:1, avec la plus grande modération possible, et en conformité avec les dispositions dudit article en vue de la mise en œuvre effective du processus d'intégration. Ainsi que l'avaient montré à maintes reprises les résultats et les événements passés, une mesure protectionniste avait de graves conséquences et des effets de distorsion des échanges qui créaient l'incertitude sur le marché, ainsi que de sérieuses répercussions sur la prospérité de la branche de production et de l'économie du pays exportateur, en particulier lorsqu'il s'agissait d'un petit fournisseur ou d'un pays les moins avancés. L'application de mesures de sauvegarde avait un effet cumulatif sur l'exportateur, notamment en ce qui concernait les recettes totales d'exportation, l'emploi, la prospérité et le processus de libéralisation

du secteur. Pendant la période d'application de l'ATV, le Guatemala avait été amené à restreindre ses exportations au moyen d'un mécanisme de sauvegarde transitoire, mais la mesure était venue à expiration lorsque le délai s'était écoulé.

112. Le représentant des États-Unis s'est reporté aux tableaux fournis par les membres du BITV, y compris à celui qui portait sur les mesures de sauvegarde prises par son pays au titre de l'article 6. Faisant remarquer que le tableau ne comportait aucune date, il a rappelé que seules deux des mesures avaient vraiment été prises au cours de la deuxième étape de l'ATV. Bien qu'il ne partageait pas les déclarations des membres du BITV à ce sujet, il ne jugeait toutefois pas nécessaire de les réfuter en détail; il a plutôt renvoyé aux déclarations faites lors de l'examen de la première étape au sujet des mesures de sauvegarde qui avaient été prises pendant la première étape de l'ATV. Il s'est ensuite reporté en particulier à une mesure prise au titre de l'article 6 au cours de la deuxième étape, et il a déclaré que les membres du BITV semblaient conclure que les États-Unis avaient tort de faire valoir leurs droits en matière de règlement des différends au sujet d'une nouvelle interprétation donnée par l'OSpT sur la base de laquelle l'Organe avait recommandé que les États-Unis abrogent leur restriction. Les États-Unis ne pouvaient convenir que cette mesure particulière constituait un usage abusif, en particulier du fait que l'ATV prévoyait explicitement le recours au mécanisme de règlement des différends. Concernant les observations formulées au sujet de la question du recours à l'article 6 pendant la troisième étape de l'ATV, il a déclaré qu'aucune disposition de l'Accord n'établissait de distinction quant à l'application dudit article à un quelconque moment au cours de la période transitoire de dix ans. Il ne pouvait accepter une proposition qui limiterait l'application de l'article 6 au cours de la troisième étape.

113. Le porte-parole de la Communauté européenne a indiqué que la CE n'avait pas eu recours à l'article 6, à aucune des étapes. Il a rappelé qu'il était rendu compte au paragraphe 236 du rapport de l'OSpT du recours aux dispositions de l'article pendant la deuxième étape. Il partageait l'avis de la Corée et estimait que les observations formulées par l'OSpT au paragraphe 240 du rapport étaient fort pertinentes. L'OSpT avait mis au point une méthode rigoureuse et formulé des recommandations tout à fait motivées dans les affaires concernant des sauvegardes dont il avait été saisi. Cela avait certainement contribué à une meilleure compréhension entre les Membres de l'OMC quant au bien-fondé du recours à ces dispositions.

114. Le représentant de l'Inde a dit qu'il partageait les préoccupations des représentants des pays en développement qui avaient parlé de la perturbation des échanges et du fait que les mesures de sauvegarde affectaient aussi la sécurité et la prévisibilité. Mais il y avait une autre dimension, à savoir que l'incidence dépendait aussi du Membre qui prenait la mesure et du Membre auquel s'appliquait la mesure. Sur un énorme marché d'importation, lorsqu'un grand pays développé Membre qui maintenait des restrictions prenait une mesure de sauvegarde, il provoquait inévitablement beaucoup plus de perturbation et beaucoup plus d'effets négatifs que ne le ferait un autre Membre. Sur le plan juridique, les droits étaient les mêmes, mais les effets n'étaient pas nécessairement les mêmes. De la même manière, ainsi que l'avait indiqué le Guatemala, si le Membre auquel s'appliquait la mesure était un petit fournisseur, qui d'abord ne détenait qu'une très faible part du marché, la perturbation causée aux échanges de ce Membre particulier dans son contexte général serait alors beaucoup plus négative que ce ne serait le cas pour un Membre dont les échanges étaient peut-être plus diversifiés. Cette incidence particulière sur le commerce représentait aussi une autre dimension importante qu'il fallait aborder dans le cadre de l'examen de cette question.

115. Le représentant du Canada a fait remarquer que la question, ainsi que l'avait évoquée l'OSpT, était qu'il y avait eu une diminution du recours à ce mécanisme. Le Canada ne l'avait jamais utilisé. L'OSpT avait joué un rôle important tout comme cela avait été le cas pour les décisions de l'ORD au début de l'entrée en vigueur de l'Accord, pendant la première étape de l'intégration, car il avait expliqué aux Membres comment devait s'appliquer la disposition. Dorénavant quand elles prenaient une décision, toutes les parties avaient une meilleure idée de ce qui était requis, même pour en appeler

de la décision. Il estimait qu'il s'agissait manifestement d'un domaine où des progrès avaient été enregistrés.

Autres articles de l'ATV

i) Article 5 – Contournement des restrictions

116. Le Président a ensuite abordé le troisième thème, qui était intitulé "Autres articles de l'ATV". Ce thème comprenait huit tirets qui devaient être examinés dans l'ordre dans lequel ils étaient énumérés au paragraphe 14 du compte rendu de la dernière réunion (G/C/M/51), à savoir l'article 5, l'article 7, le traitement spécial et différencié, et les articles 1:5, 1:6, 3, 4 et 8. Pour lancer le débat sur ce thème, il a invité les participants à formuler des observations sur l'article 5 qui définissait les règles applicables en cas de contournement de l'ATV au moyen de pratiques telles que le jeu de la réexpédition, du déroutement, de la fausse déclaration ou de la falsification de documents.

117. Le représentant des États-Unis a dit que son pays avait présenté une communication détaillée sur les questions du contournement dont il avait été fait état dans le rapport de l'OSpT au CCM. Ne tenant pas à reprendre de longues citations de cette communication, il a demandé que la partie du rapport de l'OSpT qui traitait de cette question soit considérée comme faisant partie du compte rendu de l'examen en cours. Il estimait que le contournement était un problème sérieux et persistant, et il ne partageait pas l'affirmation des membres du BITV selon lesquels les faits n'étaient pas la conclusion voulant qu'il s'agisse en fait d'un problème majeur. Les enquêtes menées par les États-Unis avaient régulièrement montré l'existence d'un taux élevé d'activités de contournement dans plusieurs économies que la Chine utilisait comme points de réexpédition. Il était d'avis qu'il était contraire à l'esprit et à la lettre de l'ATV de ne pas s'attaquer efficacement au problème du contournement et que la branche de production américaine s'était ressentie de ce problème.

118. Le représentant de l'Uruguay convenait que le contournement était un problème et qu'il faudrait s'y attaquer. Les membres du BITV avaient toutefois constaté que le problème n'était pas aussi important qu'on le prétendait. Ainsi que l'avait fait valoir l'OSpT, les pays en développement non seulement ne toléraient pas le contournement des restrictions, mais ils avaient étendu la coopération pour mettre à jour et prévenir le contournement et pour prendre les mesures nécessaires conformément aux prescriptions de l'ATV. Par ailleurs, tel qu'indiqué dans le rapport de l'OSpT, il n'y avait qu'une seule question spécifique qui avait été portée devant l'OSpT. Dans ce cas particulier, les États-Unis avaient allégué le contournement pour introduire une nouvelle restriction des exportations en provenance du pays concerné. L'OSpT n'avait pas établi que cette restriction particulière était en conformité avec les prescriptions de l'ATV. Il importait aussi de prendre note de l'observation formulée par l'OSpT au paragraphe 694 de son rapport, selon laquelle le problème apparent du contournement ne disparaîtrait pas tant que les restrictions appliquées dans le cadre de l'ATV n'auraient pas été complètement éliminées. Ainsi que le reconnaissait l'OSpT au paragraphe 476 de son rapport, "la question du contournement était donc essentiellement une question de fait et ... elle ne dépend pas de la culpabilité ou de l'innocence du pays ou du lieu à partir duquel les marchandises ont été exportées ...".

119. Le représentant de l'Uruguay a fait remarquer qu'au paragraphe 475 du rapport de l'OSpT, il était indiqué que le Canada estimait ne pas avoir été confronté à un contournement généralisé. En ce qui concernait les États-Unis, qui avaient été confrontés à un tel problème, les expéditions saisies en tant que réexpéditions, y compris celles qui étaient détenues en tant que réexpéditions suspectes, n'avaient représenté ces dernières années qu'un faible pourcentage des importations, selon les données des Douanes américaines. Entre 1997 et 1999, les expéditions saisies en tant que réexpéditions et celles décrites comme étant des réexpéditions suspectes avaient représenté 0,125 pour cent des importations totales en 1997, 0,105 pour cent en 1998 et 0,068 pour cent en 1999. Il en a donc conclu que leur proportion était non seulement faible, mais également en diminution, ce qui voulait

probablement dire que les mesures prises avaient un effet positif. Il a aussi fait ressortir que ces chiffres englobaient les réexpéditions suspectes, dont il n'était pas nécessairement établi qu'elles constituaient des réexpéditions et qui représentaient chaque année plus de 80 pour cent des réexpéditions totales.

120. Il a dit que, de l'avis des membres du BITV, les mesures mises en place par les États-Unis obligeaient les exportateurs à fournir un nombre excessif de documents, dont des registres de production de l'usine démontrant que les matières premières avaient été acquises par l'usine et qu'elles étaient utilisées pour la production; des connaissements et registres de dédouanement, si les matières premières ou des parties franchissent des frontières; des certificats d'usines; des registres de découpage pour les produits assemblés à partir d'éléments découpés; des registres d'assemblage ou de production conservés dans les locaux de l'usine par le responsable de la production; des listes indiquant le nombre et les types de machines utilisées pour la production; des registres des heures de travail et registres des salaires pour montrer que les employés répertoriés travaillaient effectivement pendant la période considérée; des factures d'électricité; et des documents émanant du sous-traitant en cas de travaux d'assemblage de perfectionnement passif et de sous-traitance. L'OSpT n'avait malheureusement pas examiné si ces mesures étaient proportionnelles à l'ampleur du problème, en particulier dans les cas où, selon la réglementation pertinente des États-Unis datée d'août 1999, les expéditions ne seraient pas admises si l'usine, le producteur ou le fabricant dont le nom figurait sur la déclaration en douane n'avaient pas été en mesure de produire les documents permettant de vérifier la production. Il a fait remarquer qu'à plusieurs reprises, l'Organe d'appel avait souligné que les contre-mesures devaient être proportionnelles au problème, et il était d'avis que les mesures mentionnées avaient en fait entravé la pleine utilisation de l'accès aux contingents par les exportateurs concernés.

121. Le représentant de la Corée a pris note de la préoccupation exprimée au sujet de la réexpédition des marchandises et du fait qu'il était légitime de prendre des mesures pour lutter contre le contournement. Il a toutefois fait valoir que ces mesures ne devraient pas avoir pour effet de restreindre les importations. Pour faire face au problème, les Membres devaient veiller à ne pas nuire à l'atteinte des objectifs de l'ATV. Ce faisant, ils pourraient éviter d'imposer des fardeaux additionnels non nécessaires aux pays exportateurs. Il estimait en outre qu'il fallait inviter les Membres à faire plus d'efforts pour alléger le fardeau des prescriptions en matière de visa et des règles d'origine excessives en vigueur.

122. Le porte-parole de la Communauté européenne convenait que l'article 5 de l'ATV renfermait des dispositions détaillées qui témoignaient du fait que le contournement était un facteur et que les Membres devaient coopérer. La disposition essentielle de l'article 5 était la nécessité de la coopération et la CE souscrivait généralement à l'approche de l'OSpT face à cette question, qui était de recommander aux Membres de coopérer dans le but de veiller à mettre en place les contrôles et vérifications nécessaires pour prévenir le contournement et de les encourager à le faire.

123. Le représentant de l'Inde souscrivait au point de vue de la CE et il a déclaré que la coopération internationale était un moyen d'aller de l'avant. Cependant, il a aussi mentionné l'argument avancé par l'Uruguay selon lequel les prescriptions étaient inutilement lourdes. Le contournement était certainement un problème, mais l'ampleur de ce problème restait encore à déterminer. Les pays en développement exportateurs disaient que les mesures qu'il leur était demandé de prendre devaient être proportionnelles au problème en question.

ii) Article 7 – Mise en conformité avec les règles et disciplines du GATT de 1994

124. Le Président a ouvert le débat sur le tiret suivant, à savoir l'article 7. Cet article concernait les engagements pris par les Membres par suite du Cycle d'Uruguay et les mesures qu'ils devaient prendre pour se conformer aux règles et disciplines du GATT de 1994 de manière à parvenir à une

amélioration de l'accès aux marchés pour les produits textiles et les vêtements; à assurer l'application des politiques en rapport avec l'instauration de conditions commerciales justes et équitables; et à éviter une discrimination à l'égard des produits textiles et des vêtements lorsqu'ils prenaient des mesures pour des raisons de politique commerciale générale.

125. Le représentant des États-Unis était d'avis que cet article n'avait pas vraiment été mis en œuvre. Les dispositions de l'article 7:1 a) qui prescrivait que les Membres devraient parvenir à une amélioration de l'accès aux marchés pour les textiles et les vêtements n'avaient pas produit de résultat perceptible. Dans de nombreux pays exportateurs, les marchés restaient fermés aux exportations américaines de produits textiles. Il a dit qu'il s'agissait d'une disposition de l'ATV qui avait fait l'objet d'intenses négociations et que si la position des Membres exportateurs était que cette disposition ne comportait aucune nouvelle obligation et était donc fondamentalement dépourvue de sens, il en prendrait note avec regret. Ce n'était pas ce qu'avaient compris les États-Unis lorsque l'ATV avait été négocié; il avait plutôt été entendu à l'époque que cette disposition rendait compte de ce qui était aussi énoncé dans le préambule de l'ATV, à savoir que les restrictions contingentaires maintenues par les pays importateurs et les mesures tarifaires et non tarifaires élevées appliquées par les pays exportateurs avaient grandement faussé le commerce des produits textiles. Tous profiteraient des avantages du commerce, en termes d'accroissement de la concurrence et d'abaissement des prix, mais à condition que ces distorsions soient éliminées. Il a rappelé une analyse faite par le Secrétariat de l'OMC après le Cycle d'Uruguay qui avait clairement indiqué que ce seraient les Membres qui élimineraient ces restrictions qui profiteraient le plus du Cycle d'Uruguay. Rappelant aussi qu'il avait beaucoup été question de l'esprit de l'ATV comparativement aux obligations strictement juridiques, et reprenant l'observation figurant dans la communication des membres du BITV, à savoir qu'"il n'y a eu aucune violation des engagements spécifiques pris lors du Cycle d'Uruguay à propos de l'accès aux marchés", il a dit qu'il tirerait des conclusions au sujet de la mise en œuvre des autres dispositions de l'ATV qui pouvaient ou non comporter des engagements spécifiques.

126. Le porte-parole de la Communauté européenne partageait les mêmes préoccupations que les États-Unis sur cette question. Il a indiqué qu'il ne fallait pas considérer la CE uniquement comme un importateur de textiles et de vêtements, car elle était en fait le principal exportateur dans ce secteur à l'OMC; et le deuxième au monde après la Chine, ses exportations à ce titre ayant totalisé 40,5 milliards de dollars en 2000. Rappelant les dispositions de l'article 7, il a dit qu'il était clair qu'elles faisaient partie du processus d'intégration. Elles signifiaient que l'obligation première était de parvenir à une amélioration de l'accès aux marchés pour les textiles et les vêtements au moyen de mesures telles que l'abaissement et la consolidation des droits de douane, l'abaissement ou l'élimination des obstacles non tarifaires et la facilitation des formalités douanières et administratives et des formalités de licence. Il était regrettable que les autres Membres ne partageaient pas l'interprétation de la CE et que certains Membres considéraient que l'Accord se limitait uniquement aux contingents. C'était ce qui ressortait très clairement du document des membres du BITV: l'intégration, l'accès aux marchés, l'ajustement continu et autonome, et les autres dispositions qui semblaient s'appliquer à tous les Membres. En fait, toutefois, selon leur interprétation, aucune de ces dispositions ne s'appliquait à des Membres qui ne maintenaient pas de contingents. La CE craignait qu'en 2005, elle n'ait un marché complètement ouvert, avec des droits de douane très faibles, et sans obstacles non tarifaires ni contingents; alors qu'il n'aurait pas été répondu à ses attentes légitimes découlant de l'article 7, puisque aucune mesure n'aurait été prise au titre de celui-ci. L'intervenant partageait la préoccupation selon laquelle les dispositions de l'article 7 relatives à l'accès aux marchés n'étaient pas mises en œuvre de manière appropriée. C'était pour ces raisons que lorsque la CE avait arrêté son programme d'intégration de la troisième étape et s'était acquittée de ses obligations, elle avait aussi prévu de tenir des négociations bilatérales en vue d'améliorer l'accès aux marchés dans ce secteur. Ces négociations bilatérales n'avaient aucunement pour effet de subordonner la mise en œuvre du programme d'intégration de la CE à l'octroi de concessions, et d'ailleurs, en prenant note de la déclaration de la CE à ce sujet, l'OSpT avait conclu que les obligations contractées au titre de la

troisième étape avaient été remplies. La CE estimait qu'il s'agissait d'un moyen important de faire avancer le processus de libéralisation, qui était le but premier de l'Accord.

127. Le représentant de l'Uruguay souscrivait à un aspect des déclarations de la CE et des États-Unis, à savoir que les articles de l'Accord s'appliquaient de la même manière à tous les Membres. Il s'est reporté au paragraphe 555 du rapport de l'OSpT, où il était mentionné qu'aucun manquement aux engagements spécifiques en matière d'accès aux marchés pris par les Membres de l'OMC par suite du Cycle d'Uruguay n'avait été notifié. S'il y avait eu un problème, il aurait été logique de présenter une notification, mais cela n'avait pas été le cas. Par conséquent, il a conclu qu'en réalité le problème n'était pas aussi sérieux qu'on l'avait laissé croire. Les Membres de l'OMC, tant les pays développés que les pays en développement, avaient généralement mis en œuvre leurs engagements spécifiques conformément à leurs listes respectives de concessions. De fait, ainsi que l'indiquait l'OSpT au paragraphe 548 de son rapport, même selon la CE, dans le contexte particulier de l'article 7 de l'ATV, la plupart des Membres de l'OMC se conformaient généralement à leurs engagements spécifiques et aux règles et disciplines pertinentes du GATT de 1994. Par ailleurs, plusieurs pays en développement avaient, en fait, adopté des mesures autonomes de libéralisation de leurs marchés. Dans ce contexte, les plaintes sembleraient être bien moins injustifiées. Ce qui était préoccupant, c'était que la CE, ainsi qu'elle l'avait elle-même mentionné, avait suivi une politique qui revenait au moins à différer l'intégration des produits sensibles dans le but déclaré d'utiliser les contingents comme monnaie d'échange pour négocier un accès plus large aux marchés des pays en développement. Cette préoccupation subsistait, même si dans sa réponse à l'OSpT, la CE avait déclaré qu'elle n'avait pas subordonné l'intégration des textiles et des vêtements à l'adoption d'engagements additionnels en matière d'accès aux marchés. Il y avait aussi le fait que les contingents imposés par le Canada, la CE et les États-Unis à l'importation de textiles et de vêtements originaires des pays en développement n'avaient jamais été compatibles avec les règles du GATT. Il ne semblerait ni justifié ni raisonnable de les mettre sur le même plan que les mesures de politique commerciale compatibles avec les règles du GATT mises en place par les pays en développement, dont les droits de douane. L'intervenant a également mentionné qu'à en juger par les communications qu'ils avaient présentées à l'OSpT, il était évident que le Canada, la CE et les États-Unis n'avaient pas eux-mêmes accordé un accès additionnel à leurs marchés, c'est-à-dire en sus de leurs listes de concessions tarifaires. Dans ces circonstances, c'était, semblait-il, manquer quelque peu d'objectivité que de se plaindre que les pays en développement n'avaient pas tenu compte des obligations qui leur incombaient au titre de l'article 7.

128. Le représentant de la Suisse a vivement souscrit aux déclarations faites par les États-Unis et la CE au sujet de la question de l'article 7. Il était clair que ce dernier offrait la possibilité de parvenir à une amélioration de l'accès aux marchés pour les produits textiles et les vêtements au moyen de mesures telles que l'abaissement et la consolidation des droits de douane, et l'abaissement ou l'élimination des obstacles non tarifaires. La Suisse n'appliquait pas de contingents à l'importation de textiles et de vêtements, et ses droits de douane étaient faibles. Pour ce faire, elle avait dû procéder à un vigoureux ajustement industriel sur son marché, car la branche de production nationale avait perdu plus de 30 pour cent de sa main-d'œuvre entre 1993 et 1999-2000; et ses exportations avaient également chuté. Par conséquent, la Suisse appuyait l'article 7 en raison des difficultés qu'elle avait éprouvées à pénétrer les marchés étrangers et, en particulier, les marchés des pays en développement. L'intervenant estimait que les pays qui jouissaient d'un avantage concurrentiel dans le secteur des textiles et des vêtements devaient aussi maintenir des régimes de commerce extérieur qui rendaient compte de ces avantages compétitifs.

129. Le représentant de l'Inde rejetait catégoriquement l'idée que les pays développés Membres qui maintenaient des restrictions voient dans l'article 7 un élément de concessions réciproques à accorder dans le cadre de l'ATV sur les marchés des pays en développement. Selon son interprétation, l'Accord traitait de l'élimination des restrictions contingentaires dans le secteur des textiles. Par ailleurs, l'amélioration de l'accès aux marchés dont il était question à l'article 7:1 a) s'appliquait avant tout aux

pays développés Membres qui maintenaient des restrictions. En fait, il faudrait demander des détails sur les abaissements tarifaires opérés par les États-Unis, la CE et le Canada depuis l'entrée en vigueur de l'ATV. En ce qui concernait les restrictions quantitatives, il pouvait confirmer que des pays comme l'Inde avaient même éliminé les restrictions quantitatives incompatibles avec les règles du GATT. L'Inde avait pris certaines mesures, mais il voulait savoir ce qu'avaient fait les États-Unis, la CE et le Canada au titre de l'article 7. Comme tous les Membres avaient une obligation, quelles mesures avaient été prises par les Membres qui maintenaient des restrictions au titre de l'amélioration de l'accès?

130. Il a dit qu'il pouvait se ranger à l'avis des États-Unis qui estimaient que la mise en œuvre de cet article n'était pas satisfaisante. L'Inde avait de quoi se plaindre, à commencer par les procédures antidumping qui avaient été engagées à l'égard d'un produit déjà soumis à des restrictions contingentaires, ce qui n'avait aucun sens du point de vue économique et revenait à la pénaliser doublement. Le rapport de l'OSpT faisait état des procédures antidumping engagées, en particulier, par la CE pendant la période d'application de l'ATV. La CE n'avait pas appliqué de mesures de sauvegarde au titre de l'article 6, mais il n'en avait pas été de même pour les mesures antidumping. Cela était non seulement injustifié d'un point de vue économique, mais il avait également été déterminé aux termes de la procédure de règlement des différends que les mesures prises par la CE étaient incompatibles.

131. L'intervenant s'est aussi reporté au tableau 9 du document des membres du BITV, qui démontrait les graves conséquences négatives de la mesure communautaire sur les exportations en provenance des pays concernés, en particulier la forte baisse de la part des importations de la CE, conséquence directe des mesures antidumping. Il a indiqué que l'engagement pris d'accorder aux pays en développement un accès aux marchés, au moyen de l'intégration et des coefficients de croissance, n'était pas respecté à cause des mesures antidumping. Il estimait que l'équilibre des droits et obligations avait été compromis parce que les mesures antidumping prises dans ce secteur annulaient le modeste, quoique inadéquat, accès aux marchés qui avait été offert aux pays en développement exportateurs au moyen de l'intégration et des coefficients de croissance. Cela se ramenait à une violation de l'article 7. Il était également d'avis que l'article 7 demandait à tous les Membres d'éviter toute discrimination à l'endroit des textiles dans les secteurs de politique générale. À cet égard, l'Inde jugeait très préoccupante la mesure prise par les États-Unis pour s'en prendre en particulier au secteur en introduisant des modifications de leurs règles d'origine. Il reconnaissait qu'il pouvait y avoir différentes interprétations des obligations découlant de l'article 7; il n'empêchait que les pays en développement avaient pris certaines mesures, telles que le retrait des restrictions quantitatives maintenues par l'Inde, qui étaient à l'origine compatibles avec les règles du GATT. Il se demandait toutefois si une seule des mesures qui avaient été prises par les pays développés Membres qui maintenaient des restrictions relèverait de l'article 7.

132. Le représentant du Costa Rica a déclaré que l'utilisation répétée par les pays développés de mesures antidumping à des fins protectionnistes était une question qui préoccupait de nombreux Membres et, en particulier, les pays en développement, qui jugeaient qu'une telle utilisation allait à l'encontre des principes fondamentaux de l'OMC. Il a ajouté que le recours à de telles mesures empêchait de tirer parti des avantages comparatifs dont jouissaient les marchés dans la production de biens.

133. Le représentant de la Malaisie, intervenant au nom des pays de l'ANASE Membres de l'OMC, a dit que les exportations de certains membres de l'ANASE avaient fait l'objet d'enquêtes antidumping qui visaient plusieurs produits comprenant des tissus synthétiques et du linge de lit. Même si dans certaines affaires, les Membres ayant engagé la procédure n'avaient pas imposé de droits définitifs, il n'en demeurait pas moins que l'ouverture des enquêtes avait été une source d'incertitude pour les exportateurs et qu'elle avait perturbé l'accès. Les Membres avaient le droit de prendre des mesures antidumping, mais il estimait que certaines des mesures prises avaient été déloyales et avaient causé

un préjudice aux intérêts et aux droits des membres de l'ANASE dans le cadre de l'OMC. Il s'est dit particulièrement préoccupé par le recours répété à des enquêtes antidumping à l'encontre de certains produits, qui donnait à penser à un usage abusif des mesures correctives et qui constituait des mesures de harcèlement commercial.

134. Le représentant du Bangladesh a dit que la pratique qui consistait à imposer des droits antidumping sur des marchandises qui étaient déjà soumises à des contingents avait une incidence négative sur l'accès dans le cadre de l'ATV. Il s'est reporté au préambule de l'ATV où il était mentionné qu'un traitement spécial devrait être accordé aux pays les moins avancés. Dans certains cas, les fabricants ne pouvaient pas demander des avis juridiques à cause des coûts élevés de la procédure. Un pays avait déterminé la marge de dumping en se fondant sur ses propres calculs et il avait imposé des droits antidumping en 1992. Ce pays aurait dû s'appuyer sur l'ATV et accorder un traitement spécial aux PMA; ce n'était toutefois pas ce qui s'était produit. Le Bangladesh se félicitait qu'un accès aux marchés des pays importateurs lui avait été accordé sous forme de majoration des coefficients de croissance, mais lorsque des droits antidumping avaient été imposés à ses fabricants, les exportateurs n'avaient pu se prévaloir de l'accès aux marchés qui leur était accordé dans le cadre de l'ATV. Il était d'avis que l'imposition de droits antidumping portait atteinte aux droits du Bangladesh.

135. Le représentant de la Suisse estimait que l'examen en cours non seulement concernait les pays qui maintenaient des restrictions, mais il présentait aussi un intérêt pour les autres pays, car de nombreuses questions d'ordre systémique et politique étaient en cause. Il a déclaré que la Suisse avait récemment décidé d'accélérer la mise en œuvre des réductions tarifaires découlant du Cycle d'Uruguay dans le cas de certains vêtements. Par conséquent, les taux des droits définitifs qui devaient être mis en œuvre d'ici un à deux ans le seraient à compter du 1^{er} janvier 2002. Il s'agissait d'une mesure qui pouvait être considérée comme relevant de l'article 7. Il a également fait remarquer que certains membres du BITV, qui portaient un intérêt particulier à l'élimination des contingents et qui étaient des producteurs et des exportateurs concurrentiels, avaient aussi maintenu certains obstacles importants au commerce. Ces pays devraient examiner leurs politiques et déterminer dans quelle mesure il serait justifié de les maintenir d'ici à 2005, lorsque les marchés s'ouvriraient complètement avec l'élimination de tous les contingents visant les textiles et les vêtements.

136. Le porte-parole de la Communauté européenne a répété que la CE appliquait sa législation antidumping de manière tout à fait transparente en conformité avec ses obligations. Il s'est reporté au tableau 15 du rapport de l'OSpT sur les procédures engagées où il était indiqué que, pendant la période considérée, la CE avait engagé des procédures complètes à l'encontre de huit Membres de l'OMC, mais que trois Membres de l'OMC avaient engagé quatre procédures visant soit la CE soit certains de ses États membres. Revenant sur la question de l'accès aux marchés, il considérait que l'évaluation n'était pas assez qualitative car elle ne montrait pas l'accès réel. Il a souligné qu'à la fin de la période transitoire, en 2005, la CE ne maintiendrait aucun contingent; que ses droits de douane seraient très faibles, même sans tenir compte des droits nuls et du système généralisé de préférences; et qu'elle n'élèverait pas d'obstacles non tarifaires. Cependant, à la fin de la période transitoire, l'amélioration réelle de l'accès aux marchés de Membres importants serait très faible et dans ces circonstances, cet aspect qualitatif n'était pas négligeable. À cet égard, l'expression "tous les Membres" ne désignait pas uniquement les Membres qui maintenaient des restrictions. En ce qui concernait l'amélioration de l'accès aux marchés aux termes de ses engagements découlant du Cycle d'Uruguay, la CE avait dès le début réduit les droits de douane applicables aux vêtements, au lieu de les abaisser progressivement à chaque étape jusqu'en 2005. La question de la conformité avec les engagements individuels était une chose, mais il a souligné qu'il était aussi important de parvenir à une amélioration réelle de l'accès aux marchés. Il avait expressément été décidé de l'inclure dans le processus d'intégration et, dans ces circonstances, la CE estimait qu'il s'agissait d'un article dont l'application devait être examinée.

137. Le représentant de l'Uruguay convenait que les engagements en matière d'accès aux marchés s'appliquaient à tout le monde. Il semblait toutefois y avoir une conséquence, à savoir que le respect des listes était une chose, mais que certains Membres étaient censés accorder un accès en plus de celui prévu dans leurs listes. Il ne serait pas d'accord pour dire que cet accès additionnel devait se faire en échange du respect de leurs engagements par les autres Membres. Concernant les mesures antidumping, il a indiqué qu'aux paragraphes 701 et 570 de son rapport, l'OSpT reconnaissait que les enquêtes prolongées ou répétées sur des allégations de dumping, même si elles n'entraînaient pas l'imposition de droits antidumping provisoires ou définitifs, créaient des incertitudes pour les exportateurs des produits en question. Pour le marché, et pour les exportateurs en particulier, le problème des enquêtes prolongées ou répétées avait des effets dévastateurs et c'était à ce problème que voulaient s'attaquer les Membres. L'autre question était celle de la discrimination à l'endroit du secteur des textiles dans la politique commerciale générale. Les membres du BITV avaient saisi l'OSpT de certaines de leurs préoccupations, qui figuraient aux paragraphes 541, 571 et 572 du rapport de l'Organe. À ce propos, l'OSpT avait contesté le point de vue des membres du BITV concernant deux de ces questions, mais il semblait partager leur avis au sujet de la troisième question. Il s'agissait de la question des modifications apportées par les États-Unis aux règles d'origine concernant uniquement les textiles. L'OSpT avait laissé entendre que cela revenait à établir une discrimination à l'endroit des importations dans le secteur. L'intervenant a aussi indiqué qu'au paragraphe 572 de son rapport, l'OSpT avait déclaré que, selon lui, les deux premières questions soulevées ne constitueraient guère un traitement discriminatoire des produits visés par l'ATV pour des raisons de politique commerciale générale. Cela voulait dire que, pour la troisième question, l'Organe avait accepté que cela revenait à établir une discrimination à l'endroit du secteur.

138. Le représentant des États-Unis a indiqué, au sujet de l'article 7, qu'il était important d'établir une distinction entre les moyens prévus par ledit article et la fin qu'il était censé permettre d'atteindre, à savoir l'amélioration de l'accès aux marchés. Les moyens étaient l'abaissement des droits de douane, l'abaissement ou l'élimination des obstacles non tarifaires, etc. L'article 7 était un article qui "visait une fin"; il ne suffisait pas simplement d'énumérer les moyens qui avaient été adoptés, si la fin n'était pas atteinte. Dans le cas des États-Unis, la fin visée par cet article avait été atteinte en ce sens que sur la période des sept premières années de l'ATV les importations avaient presque doublé pour s'élever à 70 milliards de dollars. Par ailleurs, l'Inde avait mentionné les moyens qu'elle avait mis en œuvre, peut-être en vue d'atteindre le but de l'article, mais en fait, d'après les données statistiques les plus récentes, le marché indien des produits textiles était essentiellement demeuré fermé. Les Membres devaient indiquer soit qu'ils avaient atteint la fin visée par l'article soit peut-être les mesures qu'ils se proposaient de prendre pour l'atteindre.

139. Le représentant de l'Inde a demandé aux Membres s'ils se reportaient aux engagements spécifiques qu'ils avaient contractés par suite du Cycle d'Uruguay, qui figuraient dans le texte introductif de l'article 7:1, auquel cas, il pouvait convenir que cela s'appliquait à tous les Membres. Il avait mentionné que les restrictions quantitatives auparavant appliquées par l'Inde pour des raisons de balance des paiements avaient été éliminées dans le cas des produits textiles. L'élimination de ces restrictions allait au-delà de l'engagement souscrit par l'Inde. Dans ces circonstances, il trouvait étonnant qu'un Membre dise que le marché de l'Inde était toujours fermé. C'était les États-Unis qui avaient engagé une procédure de règlement des différends à l'encontre de l'Inde, à l'issue de laquelle les restrictions quantitatives appliquées aux textiles pour des raisons de balance des paiements avaient été éliminées. Il a souligné que l'article 7 traitait des engagements spécifiques que les Membres avaient contractés dans le cadre du Cycle d'Uruguay et il était disposé à discuter du point de savoir si l'Inde s'était acquittée des obligations qui incombaient à tous les Membres. Si, ainsi que certains l'avaient allégué, l'article ne traitait pas des engagements découlant du Cycle d'Uruguay, mais de quelque chose qui allait au-delà de ces engagements, il s'adresserait alors aux pays développés Membres qui maintenaient des restrictions pour leur demander quelles mesures ils avaient prises pour s'autoriser à formuler cette allégation à l'endroit d'autres Membres.

Observations finales du Président

140. À l'issue de la réunion, le Président a indiqué qu'il restait six sujets à examiner à partir de la liste adoptée à la réunion du Conseil tenue le 27 septembre 2001. Ces sujets seraient abordés à la réunion suivante du Conseil qui se tiendrait le 26 octobre 2001 afin de poursuivre l'examen majeur.
